INFOS & ANALYSES LIBERTAIRES

Journal de l'Organisation anarchiste (OA)
Nº 122 – Automne 2022

122

Troisième tour social, piège à qui ? 2
Syndicalisme & lutte des classes 5
Le féminisme est-il une histoire ancienne en france ? 11
Environnements 17

L'INTERNATIONALE
Un coup d'œil dans le rétro 21
L'A.I.T. le retour 25
Après La Haye 27
Clap de fin ? 31
Bibliographie 35

E COMME EXERCICE D'ESPRIT

Nous nous trouvons conviés à penser, à réfléchir, quant à la meilleure façon de vivre ou de vivoter, en dépensant le moins possible... C'est évidemment l'épaisseur de nos salaires qui nous pousse à ces questionnements.
Les Capitalistes dans leur grande largesse d'esprit nous garantissent des vies au rabais dès lors qu'ils nous assurent le minimum vital. Juste de quoi consommer un minimum afin de leur assurer des rentrées supplémentaires...

D COMME NOUS DEVONS NOUS DÉMERDER

Le gouvernement pour ne pas être en reste ne cesse de nous alarmer à grands renforts d'émissions de TV ou de débats radiophoniques. Il va falloir se serrer la ceinture à cause d'une énième» *poutiniesquerie*». Cette fois le manque de gaz, la rareté électrique vont nous amener à consommer lège... Mais à payer plus!!! Hier Lénine nous disait que le Communisme c'était «*l'électricité + les soviets*» aujourd'hui l'hôte du Kremlin nous la joue l'impérialisme c'est «*Pas d'électricité + la guéguerre*»...

I COMME « INDIGNEZ-VOUS »

Avec un gouvernement qui nous parle de « grands débats » de réussite malgré tout, et d'améliorations futures, mais qui dans le même temps nous « deale » des restrictions, du serrage de ceintures et des promesses, toujours des promesses...
Avec une Assemblée et un Sénat qui nous jouent l'air de la comédie en simulant des oppositions qui n'en sont que des ersatz, avec des gesticulations politiciennes qui cachent mal la soif de promotions et/ou de Pouvoir, il nous reste l'indignation celle qui rime avec Révolution. Basta de ce Système qui déshabille Pierre, Paul et tutti quanti pour ne plus habiller qu'une petite cohorte de nantis...

T COMME TRANSFORMATION

Il n'y a plus de temps à perdre. Nous devons ensemble transformer notre ras-le-bol en un Tempétueux refus de toutes ces mascarades.
Nous devons transcender nos appréhensions pour les changer en hardiesse et en énergie.
N'ayons plus peur des lendemains que nous voulons créer. Ils seront beaucoup plus vivables que ceux que nous imposent **tous** les Pouvoirs et toutes les cliques qui les servent...

O COMME OSONS !

Encore un petit effort et nous pouvons réussir. Il faut réactiver ce qui a fait dans le passé la force du mouvement ouvrier. Il n'avait alors aucune attraction pour les discours de la démocratie socialiste et petite-bourgeoise. La politique politicienne était considérée pour ce qu'elle était : une tartufferie!
A l'époque les cris de la foule scandaient « *A bas l'Etat... A bas le Patronat... A bas les gouvernants... et* ***Vive l'Anarchie***!

TROISIÈME TOUR SOCIAL, PIÈGE À QUI ?

2022 aura été une année d'élection présidentielle : c'était très très important. La preuve, l'élection a même réussi à remplacer la guerre dans les journaux. Mais on s'en fout, car la politique commence maintenant. En vrai.

UNE POLITIQUE PLUS FICTION QUE JAMAIS

C'était une campagne «étrange» pour les éditorialistes. Mais la campagne présidentielle a surtout imposé des thèmes complètement étrangers à ceux qui ont un impact réel sur notre quotidien. Il n'a ainsi pratiquement pas été question de santé, alors que nous sortions à peine de deux ans de pandémie et que la désertification médicale empêche littéralement des femmes et des hommes de se faire soigner. Toujours très peu de social dans les interventions, ou alors totalement dépolitisé, les candidates et candidats devenant des porte-paroles d'une Économie sûre d'elle-même et indiscutable. Et l'absence à peine croyable de l'écologie. La honte, tout simplement.
Et au final, il est bien possible que le thème central de cette campagne présidentielle 2022 n'ait même pas été un sujet politique, mais bel et bien Éric Zemmour lui-même, qui a occupé à lui seul une bonne partie de l'actualité politique sur ces quelques mois. Quand on peut personnaliser une élection ou un parti politique, pourquoi s'arrêter là ? Personnalisons les thèmes de campagne eux-mêmes : *pour ou contre Zemmour candidat ?* - ça a bien tenu deux mois à la télévision. Pendant ce temps-là, des grévistes tenaient leurs piquets, loin des caméras.

Et puis en mai, Emmanuel Macron a été élu, voilà. Et plutôt bien comme il faut, comme tout le monde le prévoyait. Macron a une nouvelle fois incarné le barrage contre l'extrême-droite et a vaincu. Peu importe qu'il fût légitime ou pas, il pouvait désormais jouer la carte de la "majorité présidentielle" pour devenir de fait le favori des médias - et donc des électeurs - pour les élections législatives à venir. Comme d'habitude, les républicains - petit *r* - ne connaissant rien aux règles de leur propre République, ont encore bazardé un possible moment de politique en transformant ces élections-ci en une espèce de second "second tour", dont l'unique enjeu était ainsi de valider ou non l'élection du président. Aux observateurs désormais de mesurer la légitimité du président en fonction du score de la majorité - "non absolue!" aiment-ils répéter avec effroi. Et l'on s'amuse ensuite à imaginer le président ajuster l'âge de la retraite en fonction de sa nouvelle légitimité, comme s'il ajustait son thermostat - 62, 63, 67 ans ? Dans cette configuration de politique fiction, il ne nous reste alors plus qu'à regarder la politique se faire sans nous, et attendre la prochaine élection républicaine pour donner nos pouces bleus ou nos pouces rouges. D'où l'idée d'un troisième tour, social celui-ci, pour espérer instaurer un rapport de force d'ici-là.

LE TROISIÈME TOUR SOCIAL, LE TOUR DE LA CONSOLANTE ?

L'expression «troisième tour social» ressort après chaque élection dans les tracts du 1er mai et les articles du *Monde*. Mais si cela ressemble à un refus amer de la défaite de la part

des partis politiques de gauche - dès 1974 par le Front Communiste Révolutionnaire (ex-NPA), c'est surtout un appel sincère de tous ceux qui ne croient pas dans ces élections.

Sur les trente dernières années, un seul grand mouvement social a bien eu lieu durant l'automne suivant une élection présidentielle. C'était en 1995. On peut noter toutefois que les élections législatives n'avaient pas eu lieu cette année, et que le septennat ne donnait pas encore au président élu la même impression de pouvoir. La personnification était moins importante qu'aujourd'hui, ou du moins se concentrait plus sur le premier ministre Alain Juppé que sur le président.

Lorsque la droite gagne face à l'extrême droite au second tour, en 2002 et en 2017, "forçant" de fait les électeurs de gauche à voter contre leurs propres opinions, les partis politiques perdants se découvrent tout à coup une fibre sociale et appellent le peuple de France au troisième tour social. S'il est toujours triste de voir des candidats refuser de perdre avec un minimum de dignité, il est encore plus rageant de les voir tenter de récupérer un terrain - le nôtre - qu'ils ont jamais possédé. Bien entendu, ces partis oublieront le mouvement social dès l'élection suivante, n'ayant jamais vraiment cru à son émancipation.

Lorsque François Hollande et le Parti socialiste ont remporté les élections présidentielle**s** et législatives en 2012, ils ont eu le nez creux en orientant le pointeur médiatique sur les réformes sociétales. Ainsi, pas de troisième tour social en automne 2012, mais une première *Manif pour tous* en novembre. Il faudra attendre 2016 pour retrouver un mouvement social important contre la loi Travail. On peut être un peu surpris de ne trouver que très peu d'appels à un troisième tour social en 2007 - principalement chez les libertaires, surtout si on se souvient des passions déchaînées par Nicolas Sarkozy qui incarnait alors la droite dure à lui tout seul.

UN COUP DE POING DE RÉEL DANS LA GUEULE DU FICTIONNEL

La réponse du mouvement social à la grande comédie des élections républicaines doit absolument permettre au réel de transcender la fiction. Notre réel doit exploser à la face des médias et s'imposer au pouvoir comme l'unique point de départ de toute négociation ou débat.

Au second tour de l'élection présidentielle, plus de trente millions d'inscrits sur les listes électorales n'ont pas voté pour Emmanuel Macron. Si l'on ajoute les non-inscrits, les étrangers et les 15-18 ans, tout à fait capables de descendre dans la rue, on se rapproche des quarante millions. Et parmi ses électeurs, nombreux ont été ceux qui ont exprimé leur regret immédiat. Si la victoire est effective, elle ne semble pas tenir sur des fondations démocratiques très solides, et permet ainsi d'espérer une réaction rapide : un troisième tour social.

Ce troisième tour social, s'il souhaite vaincre sur la durée, doit faire oublier les deux premiers. C'est en s'émancipant des thèmes de campagnes farfelus ou racistes, des stars politiciennes et même des codes médiatiques qu'il pourra véritablement se muer en événement politique majeur et autonome.

Un mouvement social naissant peut très bien se dérouler sans se soucier du président de la République, et c'est même à souhaiter. Les médias et les partis d'opposition cherchent toujours à diriger la colère du peuple contre l'unique personne du président élu - encore une belle histoire. Comme si rien n'était possible politiquement sans passer par lui, la contestation elle-même devant être dirigée directement contre sa personne. Aux côtés - bien à côté - du mouvement social, les Mélenchon et Le Pen vont certainement demander la démission du président face à la colère des Français, comme s'il s'agissait d'une revendication. Une très hypothétique démission qui entraînerait alors une nouvelle élection, etc. Appeler à la démission du président, c'est avant tout valider le concept de "président-monarque" qui n'existe que dans la tête des éditorialistes. Lorsque les médias vont interpréter les manifestations et les grèves comme des baromètres d'opinion concernant le président ou son premier ministre, le mouvement social devra à tout prix esquiver la personnification et concentrer son combat contre les entreprises et les administrations, leur**s** principaux et réels adversaires dans la lutte.

Le mouvement social devrait également s'émanciper des revendications soufflées par le pouvoir à travers les bouches des chaînes d'info. Nous n'avons pas attendu l'arrivée du burkini à la télévision pour être contre la religion. Nous parlions de redistribution des richesses bien avant que les présentateurs n'utilisent les mots "pouvoir d'achat". Nous étions déjà soucieux de l'impact humain sur son environnement avant que les actrices et acteurs américains ne nous fassent la morale. Et l'anti-sexisme n'est pas non plus apparu comme par magie il y a cinq ans avec *#metoo*. Face à ce raz-de-marée rendu possible par les réseaux sociaux, les médias n'ont en fait plus eu d'autre choix que de rapporter notre réalité. Alors certes, la moindre accusation de harcèlement ou de viol est aussitôt écrasée par le talon dégueulasse du patriarcat médiatique, mais au moins le sujet existe. Ce mouvement doit inspirer les autres, dans le sens où l'on se souvient désormais qu'il est possible d'imposer nos débats.

Le pouvoir d'achat, par exemple, n'est pas à chercher du côté du gouvernement, mais bien au sein des entreprises, des administrations, etc. Ce n'est pas vraiment la redevance télévisuelle ou les impôts locaux qui plombaient les finances des ménages, mais bien les patrons qui refusent - avec l'appui logistique du gouvernement - d'embaucher et d'augmenter les salaires. L'État va bien devoir comprendre un jour que les négociations se disputent sans lui, directement entre les salariés et les entreprises. Son nez, il peut le mettre ailleurs. Et sa police aussi, car en intervenant physiquement et judiciairement dans les conflits sociaux, il prend clairement parti et oublie assez facilement son sacro-saint libéralisme.

Appeler au "troisième tour social", c'est une nouvelle fois se positionner par rapport à l'élection présidentielle, et donc à l'État que nous combattons. Après tout cela semble normal, car c'est lui qui nous attaque au départ. On peut ajouter qu'il y a indéniablement un intérêt stratégique à militer en temps d'élection présidentielle. Les espoirs et les désespoirs qu'elle entraîne permettent souvent de créer des débats, de faire grossir le mouvement social et nos organisations. Mais construire un mouvement en réaction aux élections bourgeoises ne peut être que le début d'autre chose, si celui-ci veut s'émanciper et gagner. C'est par une indépendance stratégique et idéologique, c'est-à-dire en imposant notre calendrier et nos revendications propres, que pourra naître un mouvement social fédérateur et efficace.

SYNDICALISME & LUTTE DES CLASSES

LE SYNDICALISME BRITANNIQUE

À son origine, notamment en Angleterre, le syndicalisme va proposer des regroupements d'ouvriers [de producteurs] autour de préoccupations économiques – salaires – et de postes de travail – horaires et durée hebdomadaire du travail.Les préoccupations purement «politiques» se trouvent réservées à l'organisation en gestation, à savoir le « labour party ».
Claude Durand[1], a écrit à ce propos
« *La force du syndicalisme britannique est liée à une longue tradition : on en trouve des traces dès le XVIII^e Siècle sous la forme d'association clandestines et illégales de charpentiers, d'imprimeurs et de tisserands, puis au début du XIX^e siècle sous les manifestations plus violentes des luddites[2] du textile qui brisaient les machines, sources du chômage.*
Rendues légales par la Loi de 1824, les associations de corps de métier deviennent le noyau des mouvements syndicalistes du XIX^e siècle. Le mouvement se politise à l'époque du chartisme. En 1868 se réunit le premier congrès de Trade Unions. La période de 1880 à 1920 enregistre une grande expansion du syndicalisme. Le mouvement ***socialiste****, bien que très minoritaire en Grande-Bretagne stimule la création de nouveaux syndicats de métiers par leur recrutement d'ouvriers non qualifiés et par leur agressivité dans l'action…* »

Cette dévolution des tâches nous avons pu le voir[3] est apparu le 21 février 1848 dans le « manifeste du Parti communiste » de K. Marx… Un bref rappel, c'est à cette date (1848) que Joseph Proudhon donne à l'idée « anarchiste » son contenu social et politique originel.
Rappelons qu'en 1864, cette distribution « postes pour postes » est reprise au sein d'une Internationale naissante toute entière inféodée à un marxisme qui n'admet aucun rival, aucune autre vision que celle sienne de sa majesté lui-même, messianique à souhait… Le messie, vous l'avez deviné : Marx lui-même !
La perspective de voir surgir une inféodation du Syndical au Politique avait trouvé là, matière à s'exprimer pleinement…

COUP D'ŒIL SUR LE PASSÉ DU SYNDICALISME FRANÇAIS

• Au 18e siècle, en 1791 la promulgation du «décret d'**Allarde**», le 2 et 17 mars, vise renouveler l'édit de Turgot (1776)[4]**.** Il est question de suppression des corporations
Le décret implique que, sous réserve du **respect de l'ordre public** institué par la loi, l'exercice des professions est désormais libre. Il peut toutefois, dans certains cas, être soumis à déclaration.

1. https://www.persee.fr - article de Claude Durand, à propos de l'ouvrage d'*Henry* Pelling, « *Histoire du syndicalisme britannique» traduit par Mireille* Babaz, Paris, Editions du Seuil, 1967, 318 p.

2. Le luddisme est un conflit social des années 1811-1812 en Angleterre. Il opposa des artisans sur métiers à bras aux employeurs et manufacturier qui favorisaient l'emploi de métiers à tisser dans le travail de la laine et du coton. Les membres de ce mouvement clandestin, appelés luddites, furent considérés comme des « briseurs de machines ».

3. Dossier « *l'Internationale* » dans le présent numéro d'Infos & Analyses Libertaires.

4. Celui-ci visait à qui supprimer les corporations. Il libéralisait ce faisant le commerce des grains. Une mesure qui provoqua d'innombrables émeutes populaires contre la baisse des salaires et l'augmentation du prix du pain… Face à ces contestations violentes, le roi dût renvoyer Turgot (le 13 mai 1776) et rapporta sa loi…

• La «Loi **Le Chapelier**», promulguée en France le 14 juin 1791, a pour but d'interdire tout groupement professionnel, que ce soit des gens de métier, des « maîtres », ou de leurs ouvriers et apprentis. Elle s'inscrit dans une volonté de s'affranchir des corporations ainsi que des guildes, devenues des groupes de pression sous l'Ancien Régime. Ces dispositions législatives tendent à se concentrer sur les associations d'ouvriers, interdisant de fait les syndicats ou les revendications collectives.
• Le 25 mai 1864, la «Loi **Ollivier**» supprime le délit de coalition et de grève. Elle met un terme à la loi Le Chapelier! Pour autant, les syndicats sont toujours interdits, mais en constituer n'est plus considéré comme un délit...
• En 1868, le gouvernement, par le biais d'un rapport d'Adolphe de Forcade Laroquette tolère la création de chambres syndicales...
•1871 C'est la Commune de Paris. Cette dernière va abolir le travail de nuit dans les boulangeries. Elle entreprend de gérer démocratiquement les entreprises fermées par le patronat ou celles qui travaillent pour la Commune. C'est aussi l'apparition du premier mouvement féminin de masse.
• Le 21 mars 1884, à l›initiative de Pierre Waldeck-Rousseau, l'assemblée vote la Loi légalisant les syndicats professionnels ouvriers et patronaux.
• En 1886, c'est la création de la Fédération nationale des syndicats (FNS) d'inspiration guesdiste[1].
• En 1887 : création de la Bourse du Travail de Paris
• 1891 : Pour la première fois, le 1er Mai, célébration en France de la journée d'action...
Ce même 1er mai, une fusillade à Fourmies (Nord). La troupe tire sur des grévistes... Bilan : neuf morts et 35 blessés parmi les ouvriers...
Création de la Fédération des Bourses du travail, marquée par le syndicalisme révolutionnaire de Fernand Pelloutier.
• Du 23 au 28 septembre 1895, congrès constitutif de la Confédération Générale du travail (CGT) à Limoges. La CGT rassemble la Fédération nationale des syndicats et la Fédération des bourses du travail.

1. Jules Guesde l'un des socialistes les plus connus et les plus actifs. Il contribue à la diffusion des idées de Karl Marx notamment avec le journal l'Egalité

du coup d'Etat, rédigea une multitude de courriers : « ***Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir*** », « ***Marxisme et insurrection*** »[1]
Le formidable retentissement de la « révolution » d'octobre partout dans le monde va entraîner une multitude de ralliements...
En 1920, au congrès socialiste de Tours, une majorité des congressistes vont scissionner et après avoir quitté le Parti socialiste, ces derniers vont fonder le parti communiste...
Partout de nouveaux partis communistes vont se créer et vont adhérer à l'Internationale communiste (I.C.). Puis viendra le tour de la création d'une Internationale Syndicale rouges (I.S.R.)...
Les Partis communistes et organisations syndicales qui vont adhérer à l'IC et à l'ISR vont le faire en connaissance de cause : en abandonnant toute latitude décisionnelle. **Le centre de décision est à Petrograd**! Circulez, il n'y a plus rien à voir...!!!

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA TOURMENTE

Un certain nombre de syndicalistes révolutionnaires vont s'aligner derrière la nouvelle force venue de l'Est. Certains iront même jusqu'à adhérer au Parti communiste. Parmi les plus connus, ***Dunois***, ***Rosmer***, ***Monatte***, ***Chambelland***, ***Hagnauer***, ***Louzon***, ***Godonnèche*** etc...
Au cours des 1921 et 1922, la bataille allait faire rage au sein de la CGT. Au point qu'en décembre 1921 un congrès de la minorité (devenue majoritaire) allait entériner une scission...
Les Comité Syndicalistes Révolutionnaires, tenus pour l'essentiel par les anarchosyndicalistes[2] prépara le congrès de la nouvelle centrale - la C.G.T. Unitaire (C.G.T.U.) qui se tint au cours du mois de juillet 1922 à Saint-Etienne.
Les syndicalistes révolutionnaires qui avaient rallié le bolchévisme s'alignèrent sur les militants communistes, ce qui favorisa la victoire des ces derniers. La lutte contre les anarchistes et l'anarchosyndicalisme trouva là un terrain favorable à la tentative d'éradication de leur courant de pensée.
Malmenés au sein du parti communiste, les «syndicalistes révolutionnaires» toujours aimantés par les sirènes venus de l'Est finirent par s'en détacher quand d'autres en furent exclus...
Tout ce beau monde fondera en 1924, une revue intitulée ***la Révolution prolétarienne*** avec en sous-titre « revue syndicaliste communiste ».
Entre 1924 et 1936 [3] cette revue ne fit aucun cadeau aux anarchistes et aux anarchosyndicalistes quand dans le même temps elle mit des gants quand il s'est agi de condamner les manœuvres communistes ici en France et là-bas dans le pays de Staline et Trotski [4]...

LA LUTTE SOCIALE AUTOGESTIONNAIRE ET LIBERTAIRE

Nous préférons le vocable de *Lutte sociale* à *Mouvement social* dans la mesure où celui-ci a une difficulté consubstantielle à exister dès lors qu'il n'offre pas de garantie dans la continuité entre les moments forts de l'action et les changements attendus. Ainsi, le Mouvement «social» se situe souvent dans le sillage du Mouvement «politique». Ce dernier lui offre une alternative existentielle : la volonté de changer les choses par des méthodes et des modes communs - l'électoralisme, une même volonté de parvenir au Pouvoir et donc de s'arroger le titre, sinon la capacité, de dirigeant, de représentant, de porte-parole autoproclamé etc...

Le but de la lutte sociale

La lutte sociale à l'inverse de la stratégie social-démocrate du changement via les pratiques institutionnalisées tend à définir des objectifs de changements sociaux en profondeur dépassant les simples changements inhérents aux mouvements de contestation eux-mêmes.

1. Lénine a bien senti que la fraction bolchévique n'est pas, loin de là, majoritaire! Or, il pense qu'un transfert du pouvoir qui se ferait à la suite d'un vote du IIe congrès des soviets, conduirait à un gouvernement de coalition, regroupant toutes les forces révolutionnaires. Les bolcheviks devraient alors partager le pouvoir avec les autres formations socialistes, largement majoritaires dans l'ensemble du pays : mencheviks et surtout socialistes-révolutionnaires, bien implantés dans les campagnes et dans les armées. Aussi, pour Lénine, il est indispensable que les bolcheviks conquièrent seuls le pouvoir à l'issue d'une insurrection militaire, avant la convocation du congrès des soviets. Celui-ci se tiendra les 7 et 8 novembre 1917 (25-26 octobre du calendrier julien) à l'Institut Smolny, au lendemain de l'insurrection.

2. P. Besnard, Totti, Sirolle, Verdier, Marie, Bische, *M.* Relenque, Churin, Macheboeuf, Scheiber, Pothion, Jouve, Ferrand, Daguerre, Maison, Gaudeaux, Varlot, Fourcade, allaient préparer un « pacte » Cela suscita en 1922 une certaine indignation, de bonne foi du côté des libertaires, mais surtout de mauvaise foi chez les communistes de l'époque.

3. Début de la Révolution espagnole avec à sa tête la CNT-AIT et la FAI

4. Sarboni Edward, *Une revue entre les deux guerres. Le syndicalisme de la Révolution prolétarienne entre 1925 et 1939. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français,* La Bussière, 2016, Acratie

Coucou !... Le voilà !

Elle s'appuie sur les acteurs eux-mêmes afin qu'ils s'approprient directement, en tout temps et en tous lieux, l'essentiel des aspects de la lutte : revendications, actions, représentations, négociations etc...
Elle est une construction permanente de liens entre les différents foyers de résistance et une manière de former les conditions d'exercice d'alternatives.
Alternatives qui doivent être connues et considérées de manière positive. Le mot d'ordre principal doit être celui de ***l'action directe*** et de la ***démocratie du même nom***. Elle est constituée de forteresses collectives qui s'agrandissent par « contagion » jusqu'à investir tout l'espace occupé aujourd'hui par le système.

Les formes de la lutte sociale

La lutte sociale fournit le cadre à la fois de la réouverture d'espaces d'échanges et de propositions et de relance d'objectifs de transformation radicale de la société. Pour ce qui nous concerne, dans le sens du Communisme libertaire.
Elle peut prendre des formes extrêmement variées : Manifestations, grève, blocage des routes, occupation des usines, pétitions... Parallèlement, il faut éviter l'éparpillement et le morcellement des luttes actuelles.
L'activité des acteurs de la lutte et la formulation de nouveaux objectifs sociaux vont fournir des débouchés qui ne se situent ni dans les structures de l'Etat ni dans le contrôle de la paix sociale
C'est en revanche dans la confusion, la complexité indiscutable des luttes sociales, que se trouvent les prémisses d'une réelle pratique de la démocratie « directe » et d'une société sans « Pouvoir».

Le sens de la lutte sociale

L'exigence de la généralisation de telles luttes peut difficilement se satisfaire des modèles hérités de la tradition ouvrière social-démocrate, tradition confisquée par les institutions officielles qu'elles soient réformistes et/ou étatistes... Le mot d'ordre de mobilisation se trouve tout entier contenu au sein de la pratique directe de la démocratie à la base. La revendication d'une société sans pouvoir aliénant et exploiteur revient ici à revendiquer une société sans Etat. Il est certain qu'il n'est pas de lutte sans une certaine utopie. C'est à cette condition que nous pouvons envisager l'apparition d'un projet alternatif s'appuyant sur la capacité des travailleurs à construire un autre monde, une autre société. La capacité à mobiliser doit se conjuguer avec le maintien d'une certaine radicalité idéologique afin de réaliser les conditions d'un débat à la fois large possible et porteur d'un projet révolutionnaire à plus long terme.

La lutte sociale face au rôle des médias et au rôle des experts...

De nos jours la place des médias dans la vie politique est devenue centrale. Cela incite les représentants des mouvements sociaux à entretenir des liens avec les médias et avec le milieu des journalistes. L'accès aux médias politiques[1] est plus difficile pour les couches populaires (ouvriers, immigrés, chômeurs, sans papiers, étudiants etc...) que pour les couches les plus aisées (cadres, hauts fonctionnaires, dirigeants des centrales syndicales, dirigeants politiques, entrepreneurs et professions libérales...).
Par ailleurs, le social y est rendu complexe afin de favoriser l'intervention d'experts. Ces derniers, voudraient nous faire avaler qu'ils sont indispensable dans le but de proposer analyses et explications ...
Or, les revendications et les luttes ne relèvent que de la production des individus et des collectifs qui s'insurgent contre des réalités inacceptables. Elles ne relèvent pas du domaine de l'expertise...
Le Pouvoir définit sa stratégie de communication autour de la dévaluation des mouvements de lutte dans le but de monter le restant de la population contre les grévistes... Il exerce la pression afin d'anticiper le terme des conflits. Il s'agit là de la volonté de construire une opinion anti-gréviste ...

Nos Réponses

Nous devons avoir la capacité de faire véhiculer l'information tout en maintenant la souveraineté des AG.
A cela s'ajoute la redéfinition de rapports aux médias institutionnels. L'univers des grévistes et celui de l'opinion publique se doit toujours d'être « un ». Ainsi se fait jour la nécessité de critiquer le dédoublement originel organisé par les appareils étatiques - syndicats, partis, médias ...

L'action collective

C'est dans l'action collective que les apprentissages sont rendus possibles. Cette éducation à

1. Pris dans son sens originel (vie de la cité) et non dans son acception électoraliste (système politicien)

l'autonomie et en autonomie se fait dans une dialectique constante d'échange entre l'analyse et l'action. *Comprendre* c'est se procurer les moyens de l'action et en fournir le sens et *agir* c'est envisager (accepter) le retour régulier à l'analyse. S'attaquer aux préjugés et aux idées toutes faites matraqués à longueur d'antennes devient une nécessité.
Il faut enfin être constamment attentifs à la provenance des discours et des idées véhiculées par les diverses institutions : Etat; Capital; Partis; Syndicats et bureaucraties...
Nous pouvons affirmer que la compréhension des fonctionnements de l'aliénation en partant du niveau local à l'échelle planétaire permet de ne pas opposer luttes locales et solidarité internationale ...

SYNDICALISME ANARCHISTE ET/OU ANARCHOSYNDICALISME

Le ***syndicalisme révolutionnaire***, dans sa conception post CGT-U a attribué au syndicat, et à la classe prolétarienne, le rôle principal. Il fait de ces deux entités les artisans réels du renversement du Système actuel et les faiseurs de la société future. « Tout le Pouvoir aux syndicats » remplace le « Tout le pouvoir aux soviets ». C'est dans ce cas la prime à l'action avec les pratiques qui l'emportent sur la théorie.
L'anarchosyndicalisme pose l'équation de la lutte sous deux termes connus : **le Capitalisme** et l'exploitation économique qui lui est consubstantielle et **l'Etatism**e et l'aliénation des individus qui vivent sous sa tutelle...
Les **anarchistes** avec ***Bakounine***, avec ***Pelloutier*** et ***Pouget***, avec Pierre ***Besnard*** et avec les militant-e-s espagnol-e-s de la C.N.T. et italien-ne-s de l'U.S.I. ont développé l'unique **vision de classe** alors que les syndicalistes réformistes à la sauce social-démocrate ont choisi la voie interclassiste en se fourvoyant dans les rets de la participation électoraliste [parlementarisme et gouvernementalisme oblige].
L'anarchosyndicaliste en appelant au **regroupement de l'ensemble** des producteurs et productrices et en favorisant sa nécessaire **autonomie**, est fondamentalement pluraliste et « ***anti politique***» au vrai sens du terme. Il ne conçoit pas la société future sous sa forme actuelle : étatiste; hiérarchique; politicienne; inégalitaire; faites d'exclusions et productrice de dominations...
Certains historiens qui ne se revendiquent pas de nos idées tentent de s'appuyer sur le congrès d'Amiens et sur la charte qui en est sortie, en insistant sur la position des anarchistes, minorée de manière rédactionnelle quand il est fait allusion aux « sectes »...

Rappelons que la Charte d'Amiens de la CGT, en 1906, fut en premier lieu, un texte «mi chèvre mi choux», écrit afin de maintenir l'unité de la centrale syndicale. La très grande majorité des syndicalistes révolutionnaires qui se réclamaient encore et toujours de l'antipolitisme/antiétatisme firent des concessions. A Victor Renard, leader de la Fédération du Textile, qui représentait le courant guesdiste et était favorable à un rapprochement d'avec le P.S.U. ainsi qu'à Augustes Keufer, leader de la fédération du Livre, réformiste favorable aux réformes immédiates, lui-même influencé par l'expérience gouvernementale de Millerand. Keufer, aux cours des débats déclara « *Leur but final* [aux **libertaires syndicalistes**] *est de supprimer l'État, de faire disparaître tout gouvernement de personnes, pour confier aux syndicats, aux fédérations, aux Bourses du Travail, le gouvernement des choses, la production, la répartition, l'échange, c'est-à-dire le communisme libertaire et intégral (... il se déclare d'une opposition « irréductible », d'autant plus « que les anarchistes accusent à l'avance l'État collectiviste de devenir plus despotique que l'État bourgeois ».*
À la lumière de l'expérience et des références historiques, **les anarchistes n'avaient-ils pas raison**?...

L'autonomie prônée par l'anarchisme se manifeste par des méthodes **d'action directe**, notamment la **grève.** A un autre stade, quand il s'agit de décider de **la grève générale et expropriatrice**, alors c'est qu'il est question du moment de l'ultime affrontement d'avec le Système honni.
Il n'est donc pas question, dans ce cas, de parler d'utopie anarcho-syndicaliste mais du moyen qu'elles et ils se donnent au moment opportun, pour parvenir à la société sans classes à laquelle ils/elles sont attaché-e-s.

E. Sarboni
Organisation Anarchiste, Perpignan

FÉMINISME / 1re PARTIE

LE FÉMINISME EST-IL UNE HISTOIRE ANCIENNE EN FRANCE ?

L'introduction au texte qui suit a été rédigée avant que le soulèvement des femmes n'enfle en Iran. Avant que les femmes ne descendent dans les rues de Téhéran pour dénoncer les conditions qui leur sont infligées par le régime religieux.
Le texte lui-même a fait l'objet d'une présentation lors d'une formation organisée pour des militants et militantes de la Fédération Anarchiste en 1998. Il n'a jamais été publié.
Pourquoi alors le faire maintenant? Peut-être parce que l'analyse de la situation faite aux femmes au travers des siècles reste d'actualité et donc peut éclairer les luttes d'aujourd'hui ...
La période présentée s'arrête juste avant que l'on ne commence à parler du vote pour les femmes. Nous irons au-delà dans les prochains numéros ...

Est-ce une gageure que d'essayer de remonter aux origines de l'oppression féminine? L'histoire humaine est aussi encore aujourd'hui, celle du débat social et politique entre Homme et Femme et il est important de lire à l'aune de l'Histoire, cette « rivalité » toujours présente. Tout résoudre par le jeu de la ressemblance est un artifice aussi peu adéquat que celui qui ne s'appuierait que sur la différence.
A l'heure où les femmes luttent encore aujourd'hui pour leurs droits fondamentaux de base, par exemple en Iran, en Arabie Saoudite, au Pakistan ou encore ne peuvent même plus s'élever, sous peine de prison, contre l'invraisemblable enfermement dont elles font l'objet, par exemple en Afghanistan[1], il est peut-être intéressant de se pencher sur l'histoire de cet acharnement à vouloir ligoter la femme et toujours l'empêcher de s'exprimer. Le sujet est vaste, on se cantonnera à la France. C'est l'objet des lignes qui suivent ...

1. Il va de soi que la liste des pays faisant ouvertement violence à la condition féminine ne s'arrête pas à ces seuls pays!

IMBECILLITUS SEXUS

Quand le droit romain arrive au début du premier millénaire, le rôle de la femme et celui de l'homme dans la société celte s'équilibraient et il ne semble pas qu'il y ait eu de supériorité de l'un sur l'autre.
En effet, le mariage n'est pas imposé à la femme. Il est conclu au travers d'un contrat librement consenti par les deux partenaires. Il n'a pas de caractère sacré, peut être rompu à tout moment par l'un ou par l'autre, les biens sont partagés, la femme a ses biens propres et elle participe aux instances de la société celte.
Puis l'Etat romain proclame l'infériorité de la femme en tant que sexe par une série de mesures juridiques interdisant à la femme d'exister civilement. C'est *l'imbecillitus sexus*.
Se rajoute à cela le discours du christianisme au travers de l'enseignement en Orient et en Grèce qui n'a de cesse que de rappeler aux femmes leur position subalterne, qui considère que « la femme doit être soumise en toutes choses à son mari comme l'Eglise l'est au Christ ».

Après 313, les premiers conciles mettent nettement l'accent sur l'infériorité de la femme. Ils sont relayés par les rois barbares qui mettent la femme sous la tutelle de l'homme (en raison de son « *incapacité naturelle* »).
Mineure pour le législateur, faible pour l'Eglise, il s'agit là des deux fondements de ce qui va asseoir la condition de la femme dans la société pour les deux millénaires à venir.
Puisque la femme est faible, il faut la protéger, au même titre que l'enfant et/ou l'esclave.
La seule fonction qui soit reconnue à la femme est évidemment la fonction de reproduction : Chez les Barbares, un des motifs valables de répudiation était la stérilité, cette barbarie se perpétuant d'ailleurs fort longtemps.

QUOIQUE VOUS NE SOYEZ DONC QU'UNE FEMME...

Au Moyen âge, l'antiféminisme a sévi, en premier lieu au travers des textes mais aussi bien entendu dans les usages. En droit médiéval, la femme est privée de tous les droits en contrepartie ... d'être dispensée de tous les devoirs ! Par exemple, elle n'a pas la possibilité d'hériter. Et si l'on ne peut pas faire autrement, notamment dans les familles riches, alors la femme doit se faire représenter par un tuteur. Même si on retrouve des actes qui indiquent que la femme intervient parfois dans l'administration des biens communs, il est bien évident que le droit écrit reste très misogyne. La femme ne peut rien faire sans le consentement de son mari (achats de biens, intervention en justice etc.).
A titre d'illustration, au début du deuxième millénaire, seulement 7 à 9% des femmes sont propriétaires de leurs biens.
Quelques grandes dames peuvent être à titre exceptionnel, autorisées par le roi à agir en lieu et place d'un homme ... quand il n'y a pas d'homme pour le faire !
A titre d'exemple, Ermengarde de Narbonne est autorisée par Louis VII à rendre la justice dans son comté : « ... *La coutume de notre royaume est beaucoup plus indulgente : elle permet aux femmes de succéder au défaut des mâles et d'administrer elles-mêmes leurs biens ... Employez le zèle de celui qui, pouvant vous créer homme, ne vous a créée que femme* et *qui par sa bonté a mis dans vos mains l'administration de la province de Narbonne ... Quoique vous ne soyez donc qu'une femme, nous ordonnons par notre autorité qu'il ne soit permis à personne de décliner votre juridiction* ».

Les Etats généraux du 2 février 1317 excluent les femmes de la couronne en invoquant la loi salique – celle qui au temps des francs saliens excluait les femmes de la succession de la terre.
Quand les premières universités sont créées, en France fin XII^{e}/début XIII^{e} siècle, les femmes en sont formellement exclues.

FEMME EST NATURELLEMENT PORTÉE AU MAL

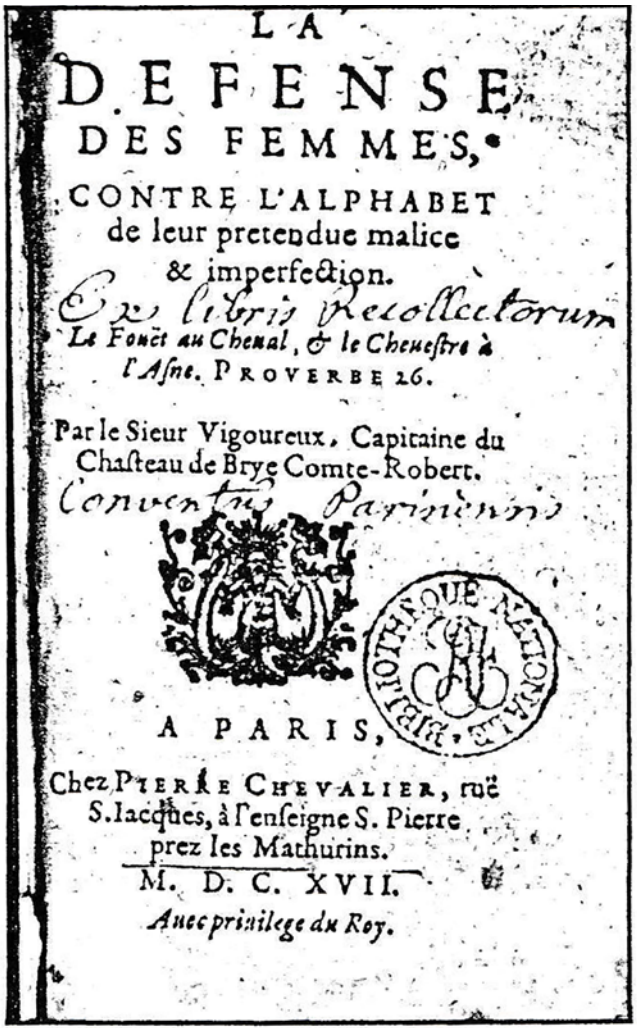
(dicton du Moyen-Âge)

La religion chrétienne se développe au Moyen-Age, favorisant l'installation d'une misogynie encore bien actuelle.
1. Formation et triomphe du tabou sexuel : la femme est l'instigatrice du Mal (Eve !).
Roger de Caen dans *Carmen de Mundi Contemptu* « *ce beau corps féminin ne renferme que pourriture : si ses entrailles étaient ouvertes, on verrait combien sa peau blanche recouvre de saletés* ».
Jonas d'Orléans dans *De Institutione Laicali* : « *la sexualité a été créée pour la reproduction et non pour le plaisir, toute femme qui se livre à l'acte sexuel dans le but d'y prendre plaisir est en état de pêché mortel* ». Fichtre ... Un acte sexuel à deux mais c'est la femme qui ... Bon, les deux compères

Roger et Jonas sont clercs. En tant que tels, ils sont quasiment les seuls à pouvoir asséner les vérités indiscutables à leurs contemporains et contemporaines.
Les prêtres, évêques ou clercs, à l'entrée du deuxième millénaire, étaient encore très souvent mariés. C'est ainsi que le Concile de Bourges interdit en 1031 le mariage pour eux. Pourquoi? « *la femme tentatrice rend impossible le service de Dieu* ».
2. L'instruction des femmes : elle se cantonne à la recommandation suivante : 2 heures de lecture de livre saint par jour. La présence des filles dans les écoles de Charlemagne, dont l'enseignement est dispensé par les clercs, ne s'impose que très lentement à partir de 789.
C'est ainsi que pour 11 écoles de garçons en 1272, il n'y avait qu'une école de filles.
3. La femme est une sorcière : les sorcières sont des femmes dont 99% d'entre elles avouaient sous la torture que oui elles étaient des sorcières, quand la vindicte populaire ne les désignait pas comme telles. Michelet, quelques cinq siècles plus tard, réhabilitera la sorcière en lui attribuant des vertus sociales, voire médicales : elle s'approprie les secrets de la nature et les transmet à d'autres femmes. Peut-on dire que c'est là un contre-pouvoir intolérable aux yeux du patriarcat!
A la fin du XIV[e] / début du XV[e] siècle, peut-on considérer Christine de Pizan comme ayant produit les premiers écrits féministes? En tout cas, elle fut l'instigatrice de la querelle autour du *Roman de la rose*. Elle y dénonçait la condition des femmes qui y figure. Son ouvrage *la cité des dames* et *le livre des 3 vertus* dénoncent la subordination dans laquelle les hommes tiennent les femmes au nom de la religion. Que l'on ose donner son avis sur un texte littéraire, c'est déjà énorme pour cette époque (c'est encore le privilège des clercs), mais que ce soit une femme qui le fasse, de surcroît s'exprimant clairement sur la condition faite aux femmes, quel scandale!
L'idée maîtresse de *la cité des dames* affirme que la femme est l'égale de l'homme de par son origine (Dieu a créé les deux – oui bon on a tout juste passé l'an 1400). Elle dénonce l'existence d'une double morale qui répute aux femmes « *être grand crime ce que les hommes jugent petits défauts pour eux-mêmes* ». En quelque sorte, elle dénonce le « *deux poids deux mesures* ». Ainsi, en affirmant l'égalité intellectuelle des deux sexes et en recommandant de mettre les petites filles à l'école au même titre que les petits garçons, elle dénonce l'origine sociale de la ségrégation.

UN SEXE TANT FRAGILE

Au XVI[e] siècle, les salons littéraires commencent à s'ouvrir aux femmes.
Cependant, question instruction des filles (et des pauvres), c'est loin d'être l'égalité. Les garçons ont droit au collège et les filles avec les pauvres à l'école où elles apprendront tout juste à lire et à écrire!
Les filles sont toujours mariées sans qu'on leur demande leur avis. Les droits de la femme en matière de divorce n'ont pas évolué. L'Eglise seule dicte la loi.
Question sorcellerie, la femme est un suppôt de Satan responsable de tous les troubles et de toutes les misères du temps présent. C'est en tout cas ce qu'affirme Jacques Sprenger dans son manuel de base du chasseur de sorcières (*Malleus maleficarum*). Cet homme est inquisiteur en Rhénanie.


L'A
DEFENSE
DES FEMMES,
CONTRE L'ALPHABET
de leur pretendue malice
& imperfection.
Ex libris Recollectorum
Le Fouet au Cheual, & le Cheuestre à
l'Asne. PROVERBE 26.
Par le Sieur Vigoureux, Capitaine du
Chasteau de Brye Comte-Robert.
Conventus Parisiensis
BIBLIOTHEQUE NATIONALE
A PARIS,
Chez PIERRE CHEVALIER, rüe
S. Iacques, à l'enseigne S. Pierre
prez les Mathurins.
M. D. C. XVII.
Auec priuilege du Roy.

Cependant, les femmes accèdent de plus en plus au travail. Et devinez quoi? ce phénomène fut tout de suite considéré comme une concurrence déloyale par les hommes.

Le rapport des salaires femme/homme est de ¾ à la fin du XIV^{e}, ½ à la fin du XV^{e} et encore un peu moins au XVI^{e} siècle. Des grèves masculines se déclenchent suite à l'embauche de femmes dans certaines manufactures.

Le siècle étant traversé par des difficultés économiques importantes (inflation/dévaluation par rapport à l'or américain), l'administration royale est amenée à bloquer les salaires. Tout ceci aggrave les conflits homme/femme sur la question du travail. La femme travailleuse au sens moderne du terme fait les frais de l'idéologie patriarcale.

Le milieu littéraire n'est pas en reste de misogynie. Dans ses textes, Rabelais fait s'exprimer *Redibilis* en ses termes pour répondre à Panurge qui lui demande s'il peut se marier ... « *quand je dis femme, je dis un sexe tant fragile, tant variable, tant muable, tant inconstant et imparfait ... ne vous ébahissez pas si sommes en danger perpétuel d'être cocus* » ... Passons sur l'analyse physiologique du médecin ... « *les humeurs sales, âcres, mordicantres etc.* ».

Cet ancien moine qu'est Rabelais est resté sur la conception méprisante du Moyen-Age à l'égard du sexe des femmes.

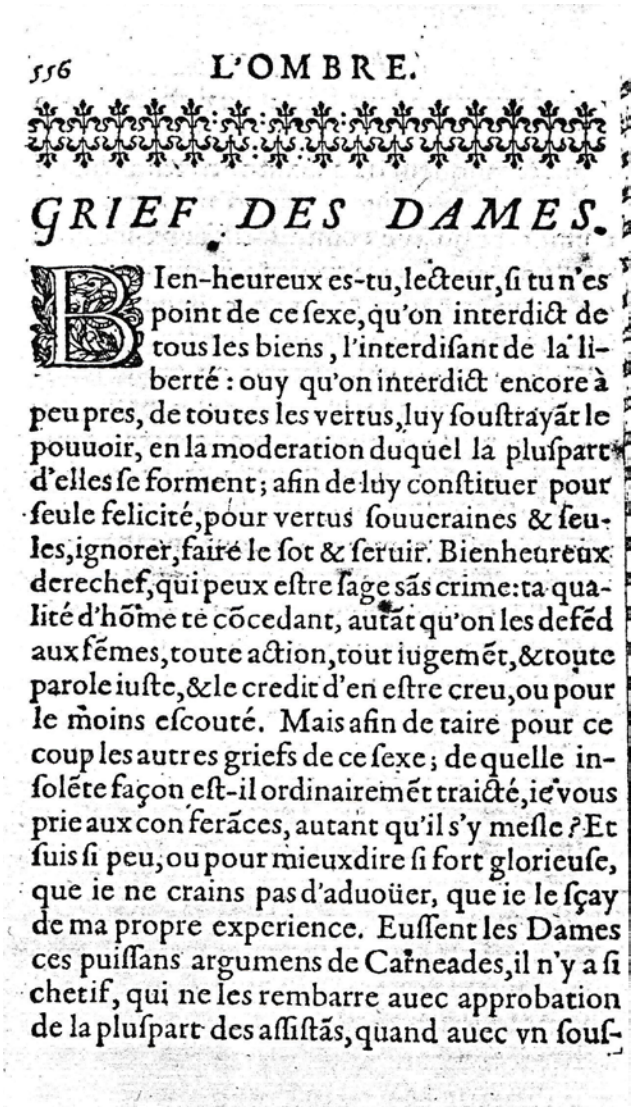
Henri Cornelius Agrippa écrit un traité intitulé « *de la noblesse et préexcellence du sexe féminin* » vers 1537. En même temps qu'il prône le principe de l'égalité des sexes, il s'emploie à démontrer la supériorité du sexe féminin! Cet homme fut incarcéré pour ces écrits et pour s'être insurgé contre un procès en sorcellerie où l'accusée est coupable du seul fait d'être une ... fille de sorcière!

Montaigne (essais III) lui-même ne fut guère favorable à l'instruction des femmes (« *la plus utile et honorable science et occupation à une femme, c'est la science du ménage* »). Il combat la prétention des femmes savantes (« *la doctrine qui ne leur a pas arrivé en l'âme leur est demeurée en la langue* ») mais il dénonce la misogynie ambiante (« *les femmes n'ont pas tort du tout quand elles refusent les règles de vie qui sont introduites au monde, d'autant que ce sont les hommes qui les ont faites sans elles* »).

LE GRIEF DES DAMES

Marie de Gournay rencontre Montaigne en 1584 et travaille avec lui sur la réédition des essais en 1588. Elle publie en 1622 une brochure de 17 pages : *Egalité des hommes et des femmes*. Pour elle, il y a égalité entre les hommes et les femmes et non pas supériorité de la femme (en réponse à Agrippa), la femme n'est pas vouée par nature à la vie domestique, la misogynie provient d'un crédit exagéré prêté à l'opinion populaire, l' «incapacité» de la femme est due à son manque d'instruction.

En 1626, elle publie « *le grief des dames* ». C'est une sorte de compilation de toutes ses plaintes contre les hommes (donne-t-elle dans l'ironie?) : fierté sexiste, intolérable orgueil masculin (« *être homme est une qualité suffisante* »), beau parleur, mauvaise foi etc.


556 L'OMBRE.

GRIEF DES DAMES.

Bien-heureux es-tu, lecteur, si tu n'es point de ce sexe, qu'on interdict de tous les biens, l'interdisant de la liberté : ouy qu'on interdict encore à peu pres, de toutes les vertus, luy soustrayãt le pouuoir, en la moderation duquel la pluspart d'elles se forment ; afin de luy constituer pour seule felicité, pour vertus souueraines & seules, ignorer, faire le sot & seruir. Bienheureux derechef, qui peux estre sage sãs crime: ta qualité d'hõme te cõcedant, autãt qu'on les defẽd aux fẽmes, toute action, tout iugemẽt, & toute parole iuste, & le credit d'en estre creu, ou pour le moins escouté. Mais afin de taire pour ce coup les autres griefs de ce sexe ; de quelle insolẽte façon est-il ordinairemẽt traicté, ie vous prie aux conferãces, autant qu'il s'y mesle? Et suis si peu, ou pour mieux dire si fort glorieuse, que ie ne crains pas d'aduoüer, que ie le sçay de ma propre experience. Eussent les Dames ces puissans argumens de Carneades, il n'y a si chetif, qui ne les rembarre auec approbation de la pluspart des assistãs, quand auec vn sous-

Le règne de Louis XIV qui se caractérise comme étant un règne particulièrement autoritaire, suppose d'autant plus une famille forte à l'image d'un Etat fort. Donc bien entendu, un grand enfermement pour les femmes.
Bien que la révolution pré-industrielle s'accélère à partir de 1650, le travail féminin continue d'être jugé malhonnête envers les hommes et infamant pour celles qui travaillent.
Le salaire de la femme est aux alentours de 70% de celui de l'homme dans le même métier.
La double soumission féminine à la tutelle masculine perdure, au travail comme dans la famille, qui est en soit l'image réduite de l'Etat.

Quant à l'éducation des filles, elle est reprise en mains par l'Eglise. L'enseignement populaire est en déclin, probablement un retour de bâton des guerres de religion. Il n'y a plus d'écoles dans certaines régions, la misère se répand et la fille est plus utile à la maison.
En 1640, l'Eglise interdit la mixité. Certains villages n'ayant pas les moyens d'une deuxième école, ce sont les filles qui sont privées d'instruction dans les campagnes. Toujours et encore, les filles, laissées dans l'ignorance et l'inaction, n'ont pas les mêmes chances que les garçons.

L'ÉDUCATION DE SOPHIE

Au XVIII[e] siècle, du point de vue juridique, la femme est toujours serve. L'usage du Moyen-Age demeure en ce qui concerne les biens de la femme : le mari a tous pouvoirs.
Les différences de classe s'accentuent : les filles de la noblesse ont accès à plus d'indépendance et un peu plus d'émancipation que les autres : les salons et les académies leur sont ouvertes. Les femmes du peuple subissent la loi du mari, le sexe [1] désigne encore une partie des maux de la femme.
Des gens comme Jean-Jacques Rousseau pontifie que la nature ayant imposé elle-même une hiérarchie, il faut la respecter. La femme pour lui est « *faite pour plaire et être subjuguée* ». *L'éducation de Sophie* (destinée à devenir l'épouse d'*Emile*) vise à ne pas contrarier la Nature : obéissance, soumission, donner au moins quatre enfants à son mari pour que l'espèce ne dépérisse pas ...

1. Aujourd'hui, on parlerait plutôt du « genre »

Cependant, l'industrie se développant, la femme travaille de plus en plus, notamment dans le textile en plein essor.
Les femmes se voient interdire de plus en plus de professions par des arrêtés ou des décrets (en 1755, pour la profession médicale et les professions libérales, sauf le métier de sage-femme, en 1781, pour la direction des postes). Ce qui conduit à la situation suivante : en 1790, 45,6% des femmes sont dans l'industrie lainière avec 35% des enfants et le salaire des femmes est environ de 10 sols, celui des hommes de 20 sols.

IL EST TEMPS QUE LES FEMMES SORTENT DE LEUR HONTEUSE NULLITÉ

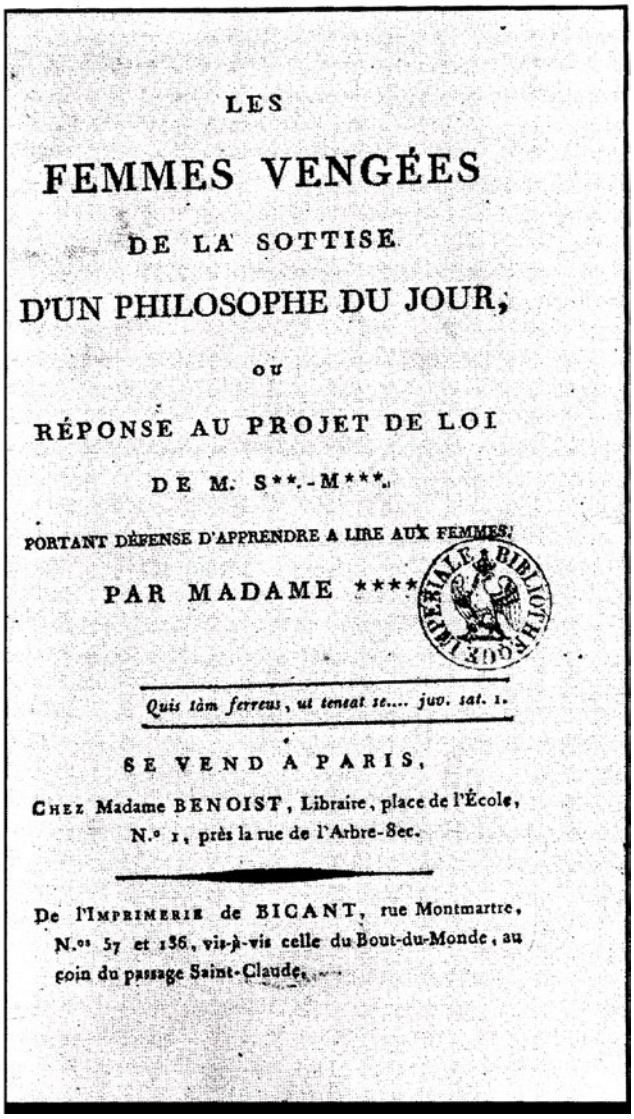
(Th. De Méricourt)

En 1789, il existe une trentaine de brochure de femmes. Les femmes prennent conscience qu'il vaut mieux s'exprimer par soi-même que par l'intermédiaire de rédacteurs. Dans les brochures, les femmes revendiquent l'égalité dans le domaine familial, économique, de l'enseignement et de la politique.
La participation des femmes à la Révolution fut massive et active. La nouvelle forme du féminisme sous la Révolution fut à n'en pas douter, l'action directe suscitée par les événements marqués par un développement des revendications et des prises de positions publiques.
En 1791, Olympe de Gouges publie une brochure « *les droits de la femme et de la citoyenne* » dans laquelle l'expression « les hommes » de la déclaration de 1789 est dénoncée. « *Cette Révolution ne s'opèrera que quand toutes les femmes seront pénétrées de leur déplorable sort et des droits qu'elles ont perdu dans la société* ». Elle fut guillotinée en novembre 1793, républicaine après avoir été royaliste modérée. Robespierre l'a traitée *d'animal amphibie* et Marat *d'avorton de l'humanité*.

La presse féminine disparaît vers 1791. Les femmes sont encore tolérées dans les clubs politiques mais n'y ont aucune voix. Les clubs féminins sont supprimés le 20 octobre 1793. Puis en 1795, la Convention interdit aux femmes d'assister à des assemblées politiques. L'épopée des femmes de la Révolution semble désormais achevée.
Il semblerait que les grands révolutionnaires aient été des antiféministes notoires qui considéraient la participation de la femme à la vie politique

comme contraire à sa nature (les Chaumette, Babeuf, Hébert, Marat, Robespierre montraient une misogynie névrotique qui leur fit considérer les femmes en lutte comme les forces du mal (les *suppôts de Satan* de Jacques Sprenger)).

En 1801, c'est Sylvain Maréchal (antiparlementaire, hostile aux formes gouvernementales, pour l'union libre) qui publia 113 propositions visant à interdire aux femmes d'apprendre à lire. En référence à JJ Rousseau, « *la nature, en pourvoyant les femmes d'une prodigieuse aptitude à parler, semble avoir voulu leur épargner le soin d'apprendre à lire et à écrire* ».
Certains historiens suggèrent qu'il s'agit peut-être de sa part d'un persiflage plein d'esprit contre les femmes de lettres de l'époque.
Mme Clément lui répondit publiquement dans un document intitulé « *les femmes vengées de la sottise d'un philosophe du jour* » par 113 raisons d'instruire les filles.



LES

FEMMES VENGÉES

DE LA SOTTISE

D'UN PHILOSOPHE DU JOUR,

OU

RÉPONSE AU PROJET DE LOI

DE M. S**.-M***,

PORTANT DÉFENSE D'APPRENDRE A LIRE AUX FEMMES;

PAR MADAME ****

Quis tàm ferreus, ut teneat se.... juv. sat. 1.

SE VEND A PARIS,

CHEZ Madame BENOIST, Libraire, place de l'École, N.° 1, près la rue de l'Arbre-Sec.

De l'IMPRIMERIE de BIGANT, rue Montmartre, N.os 57 et 136, vis-à-vis celle du Bout-du-Monde, au coin du passage Saint-Claude.

Après cela, le code civil (1804) contribue au durcissement des mesures qui régissent le statut de la femme : respect – défense de la propriété, protection de la famille, affirmation du principe d'autorité etc. Le code civil fait de le femme une mineure à vie! L'article 1124 assimilait à l'origine la femme aux « fous » (terme de l'époque) et aux mineurs c'est-à-dire *dépourvue d'aucune existence juridique*.

MB – GAPA Perpignan

Bibliographie

ALBISTUR Maïté, **ARMOGATHE** Daniel, *Le grief des femmes* - 2 V., Paris, 1978, Ed. Hier et demain • **ALBISTUR** Maïté, **ARMOGATHE** Daniel, *Histoire du féminisme en France du Moyen Age à nos* jours, Paris, 1977, Ed. des femmes • **COLLECTIF**, *Avortement : une loi en procès. L'affaire de Bobigny*, Paris, 1972, Gallimard • **CHIMERES**, L., *Maternité esclave : Les chimères*, Paris, 1975, Union Générales d'Editions - 10/18 • **COLLECTIF**, *Femmes à l'ouvrage*, Paris, , Editions du Monde libertaire • **CHARLES-ROUX** E., **ZIEGLER** G., **CERATI** M., **BRUHAT** J., **GUILBERT** M., **GILLES** C., *Les femmes et le travail du Moyen âge à nos jours*, Paris, 1975, La Courtille • **CERATI** Marie, *Le club de citoyennes républicaines révolutionnaires*, Paris, 1966, Ed sociales • **DE BEAUVOIR** Simone, *Le deuxième sexe*, Paris, 1968, Gallimard • **DESANTI** Dominique, *Flora Tristan*, Paris, 1973, 10/18 • **GIANINI** Elena, *Du côté des petites filles*,Paris,1974, Edition des femmes • **GOLDMAN** Emma, *L'épopée d'une anarchiste*, Paris, Ed. Complexe • **GUILLAUME** James, *L'Internationale. Documents et souvenirs, 1864-1878*. 4 T., Paris, 1904-1910, Société Nouvelle de Librairie et d'Edition • **HAUBTMAN** Pierre, *PJ Proudhon. Sa vie et sa pensée 1809-1849*, Paris, 1982, Ed. Beauchesne • **IRIGAY** Luce, *Speculum de l'autre femme* , Paris, 1974, Ed. de minuit • **LHEMANN** Andrée, *Le rôle de la femme dans l'histoire de France au Moyen âge*, Paris, 1951 • **LUXEMBURG** Rosa, *Lettres tracts de Spartacus*, Paris, Ed. Tête de feuilles • **MARKALE** Jean, *La femme celte*, Paris, 1973, Payot • **MICHEL** Louise, *Mémoires*, Paris, La mémoire du peuple / Maspero • **NASH** Mary, *Femmes libres. Espagne 1936-1939*, Paris,1977, La pensée sauvage • **NOEL** Bernard, *Dictionnaire de la Commune* - 2 T., Paris, 1978, Champs Flammarion • **PEIRATS** José, *La CNT dans la révolution espagnole* -3 T., Paris, 2017-2020, Noir et Rouge • **PICQUERAY** May, *May la réfractaire*, Paris, 1979, Atelier Marcel Jullian (rééd. 2021, Libertalia) • **PIETTRE** Monique, *La condition féminine à travers les âges*, Paris, 1974, France empire • **SCHWARZER** Alice, *La petite différence et ses grandes conséquences*, Paris, , Ed. des femmes • **SPRENGER** Jean, *Le marteau des sorcières*, Paris, 1973, Plon • **THOMAS** Edith, *Les pétroleuses*, Paris, 1963, Gallimard

ÉCOLOGIE

ENVIRONNEMENTS

L'environnement, vaste sujet qui est justement tout ce qui nous entoure du plus petit au plus grand élément.
La notion d'environnement dans son sens le plus large a beaucoup évoluée durant les siècles, mais surtout ces dernières décennies, affinée par la croissance industrielle et scientifique.
Durant l'histoire de l'évolution humaine, et encore de nos jours, la notion d'environnement n'a revêtu qu'une définition quasi écologique dans son sens le plus obscur : la balade du dimanche, les documentaires à la télé et les désordres environnementaux au sens des cataclysmes petits ou grands de plus en plus fréquents.
Lors de cette évolution humaine, on a dissocié, sans doute par nécessité de survie au départ et d'ignorance par la suite, l'aspect environnemental en deux parties distinctes. Celui de la planète tout d'abord, la nature, l'air, l'eau, la terre... et celui de l'être humain, les chasseurs cueilleurs, les éleveurs, l'omnivore, le social, la culture...
Sur l'aspect scientifique, cette dissociation est aujourd'hui impossible même si bien sûr elle fait toujours autorité pour ce que l'humain et surtout ses gouvernements gèrent en essayant de limiter les dégâts des siècles d'inadaptation et de destruction, tout en gardant les mêmes morales religieuses et philosophiques « politiques ». La méfiance vis-à-vis de la nature est ancestrale et les modifications de tous les environnements terrestres, spatiaux, maritimes, atmosphériques... ont fait loi dans tout le développement humain « la nature est notre ennemie ». Et d'ailleurs, la nature n'a jamais eu besoin de l'homme pour se développer, c'est l'homme pour qui elle a et est toujours indispensable.
Du point de vue scientifique l'environnement comprend donc différents facteurs : le facteur biotique qui est l'ensemble des interactions du vivant sur le vivant dans un écosystème, les facteurs abiotiques qui constituent les phénomènes physico-chimiques, les milieux impropres à la vie et qui incluent les composants d'un écosystème qui ne fait pas partie de l'habitat, puis les facteurs trophiques au nombre de quatre : les producteurs primaires, les herbivores, les carnivores et les décomposeurs. Par exemple, le niveau trophique d'une espèce est fonction de son régime alimentaire et il se calcule, celui de l'humain est de très loin le plus important.
L'environnement est donc la conjonction de tous ces facteurs, par exemple la forêt PANDO dans l'Utah est considérée comme le plus grand organisme vivant sur terre, il s'agit d'un seul et même arbre qui se clone à l'infini depuis 10 000 ans produisant 40 000 arbres sur 43 hectares. Cette forêt dépérit à cause d'un déséquilibre causé par l'humain.
Les facteurs scientifiques et environnementaux sont donc indissociables et fabriquent l'écologie qui est en fait l'étude des relations étroites entre les êtres vivants et les éléments dits non vivants. Les êtres humains font donc partie des ces écosystèmes mais ont fait des ces facteurs biotiques et abiotiques des facteurs limitants (science), car ils nuisent aux cycles biologiques qui ont atteint ce que le milieu peut supporter selon ses ressources et son espace.
Ces facteurs limitants ont été mis en place par négligence et ignorance au départ, puis par inconscience et profits sauvages sans se soucier de son incapacité à s'adapter à son milieu sans le détruire. Exemple, l'environnement humain d'aujourd'hui qui est la guerre, l'Ukraine, le Mali, l'Indonésie, l'Iran, le Burkina Faso...etc...etc
On l'aura compris, les conditions naturelles qui mettent en place l'environnement favorable à son propre développement, celui de la planète ou celui de l'humain, sont réellement dans un grave déséquilibre. Mais c'est en fait sous le joug

de l'activité humaine et surtout industrielle que l'équilibre du vivant est remis en cause. Les climato sceptiques, négationnistes et complotistes de tous poils ne bougeront jamais tant que leurs chaussures ne fondront pas au sol.
Le réchauffement climatique, la pollution de l'air, de l'eau, de la terre, de l'air et même de l'espace ne sont en fait pris au sérieux que par une minorité de personnes qui agissent, justifiant l'incapacité des autres, et personne ou presque ne s'attaque aux vrais responsables qui se pressent pour essayer de fabriquer le gros matelas censé amortir notre chute lorsque nous auront fini de scier la branche sur laquelle nous sommes assis...
L'écologie devrait nous toucher tous, non pas dans le sens d'un parti politique mais bien dans une raison gardée essentielle, pour nous permettre de faire perdurer cette humanité qui, on le sait, n'a pas que des qualités. Cette écologie n'est devenue qu'un enjeu électoral et industriel et a très vite rejoint la grande démagogie d'état, que ce soit à travers le green-washing, les trois ou cinq cents kilos de batteries électriques nécessaires à un véhicule dit « vert » et ou même le nucléaire est devenu une énergie verte. La grande paranoïa est en route, justifiant par la même les fortunes qui se développe sur ce problème environnemental.
Le temps de l'abondance est fini nous dit sérieusement un des plus grands bourgeois de ce pays accompagné de tous ses acolytes, comme si la crise perpétuelle les dépassait alors que ce sont tous des industriels et des lobbyistes, fameux responsables de toutes ces pollutions, qu'elles soient dans nos têtes ou dans l'atmosphère. Les industriels sont protégés par ou sont directement les politiques qui gèrent les capitaux dans les industries et les médias, pour réussir à créer cette économie basée aujourd'hui sur une croissance perpétuelle.
Certes il n'est pas négligeable de considérer les conséquences de nos actes, mais on ne peut continuer d'enrichir ceux-là mêmes qui fabriquent, distribuent et recyclent tout en continuant à multiplier leurs dividendes, nous persuadant que l'électrique et le tri sont la solution. Ils nous font vivre dans la peur d'une catastrophe écologique ou d'un grand effondrement, nous culpabilisant par là même individuellement et collectivement.
Toutes les civilisations étaient au courant de ce qui allaient leur arriver avant leur fin, c'est le cas de la nôtre, sauf qu'il s'agissait de civilisations qui, dans leur chute, n'auraient jamais emporté toute la planète.
En ne prenant que l'exemple de l'usine de retraitement de BAIXAS/CALCES dans les Pyrénées Orientales, où j'ai travaillé, qui fait un km de long, qui possède trois centres de tri, sept fours fonctionnant en permanence et qui, par l'incinération des déchets, fabriquent des résidus hautement toxiques mais aussi de l'électricité que M. BOUYGUES revend allègrement. Ces résidus hautement toxiques, tout comme dans le nucléaire, partent dans des sites d'enfouissement une fois traités et dans les deux cas, ces énergies sont considérées comme « vertes ».
Le consommateur paye quant à lui, l'emballage, toute la chaine de tri et son électricité ainsi fabriquée, bref il se fait totalement escroquer.
Les états et leurs chiourmes ont fabriqué plus de 18 000 organisations et associations environnementales qui, mis à part au niveau local, ne servent qu'à positiver l'action humaine sur une situation qu'elle a elle-même engendré et qui ne fait que se dégrader.
Toutes les prévisions environnementales mondiales sont catastrophiques, les vrais responsables de toute cette gabegie se retrouvent dans l'histoire mais aussi dans le présent, dignes héritiers d'une éthique capitaliste qui n'a toujours été « qu'après moi le déluge ». Ceux-ci ne sont jamais nommés ni inquiétés, et pour cause, ils ont fait preuve d'anticipation et sont aussi ceux qui, à grands coups de millions, subventionnent les grands projets environnementaux.
L'ONU déclare que l'environnement est un des trois piliers du développement durable, considéré comme crucial pour la réussite des autres objectifs énoncés dans la déclaration du « sommet du millénaire ».
La culpabilité générée et abondamment relayée par les médias faisant leur bon boulot de chiens de garde, envahit peu à peu toutes les couches de la population, mais des marchés et des trusts se sont déjà développés pour faussement pallier le problème. On se rend bien compte, lorsqu'on se pose les bonnes questions, que toute cette démagogie environnementale est toxique et fait le travail inverse en nous fabriquant des rêves fumeux, alors qu'il serait bien temps d'agir dans beaucoup plus de domaines que celui de l'écologie.

Comment en effet les populations pauvres pourraient-elles s'acheter des voitures électriques, la majorité des pays qui subissent les pollutions les plus importantes étant justement les plus pauvres et les sociétés industrialisés continuent d'y déverser leurs recyclages mafieux, exemple : le Ghana est devenu la poubelle des textiles du monde, chaque jour 160 tonnes de déchets textiles y sont déversées depuis 60 ans et ça ne cesse d'augmenter, la plage est en jeans et on ne voit même plus la mer.
La majorité de ces textiles envoyés là-bas via les conteneurs de récupération sont usagés , une fois de plus super recyclage écolo...
Sous aucun prétexte ignorer la réalité ne saurait servir à quoi que ce soit, car, dans les années 70 le souci environnemental n'était pas le même qu'en 2022, ne serait-ce que par ses proportions. Nos sociétés industrialisées sont exponentielles, tout comme la reproduction humaine. Leur économie est basée sur une croissance perpétuelle, rendant les productions polluantes et le gâchis qui en découlent, inévitables, dans un système qui prend son temps mais qui va dans le mur.
Les anarchistes ont toujours eu conscience des dégâts environnementaux provoqués par les états et le capitalisme et comme dans beaucoup d'autres domaines, ils n'ont pas été entendus sans pour autant que l'environnement (écologie au sens nature) n'ait jamais été un thème majeur de revendication anarchiste.
Dès le début du 20e siècle, des expériences diverses : naturisme libertaire, création de lieux de vie avec un environnement naturel, se sont développées. Plusieurs auteurs anarchistes ont développé l'idée d'un environnement écologique, Elysée RECLUS par exemple dans sa comparaison des structures neurologiques et nerveuses de l'être humain avec les différents systèmes venant du vivant ou des constructions humaines. On retrouve aussi à travers BOOKCHIN, théoricien de l'écologie sociale, une sensibilité environnementale hors normes, voir « écologie ou catastrophe » Janet BIEHL sa compagne.
Lorsque l'on sort de l'environnement écologique à proprement parlé, on trouve aussi chez KROPOTKINE, POUJET et tant d'autres l'explication intelligente de ce que pourrait devenir un environnement correct pour l'homme suite à une révolution anarchiste, mais aussi Louis RIMBAULT et les communautés végétaliennes qui créera en Touraine une expérience appelée « cité végétalienne, terre libérée », ou encore plus récemment, Aurélien BARRAULT.
Nombreux sont ceux qui alarment sur l'absurdité de l'aménagement des catastrophes à venir, tant que nous ne serons pas touchés plus durement, rien n'y fera. Si notre révolution se mettait en marche, la destruction du capital générerait automatiquement une remise en cause profonde de l'environnement.
L'impossibilité d'arrêter les énergies fossiles est intimement liée au mode de consommation et d'industrie dont nous n'avons pas eu le choix dans tous les domaines. Mais comme pour une économie distributive qui assainirait les systèmes financiers dont les capitaux incommensurables n'enrichissent que quelques-uns, la modification de l'environnement urbain, du travail, de l'habitat, de l'éducation... entrainerait avec elle toutes les nouvelles mesures nécessaires à retrouver un environnement correct. S'ensuivrait logiquement une réhabilitation normale de l'écosystème.
On ne lutte pas contre le nucléaire en s'éclairant avec des bougies, on ne lutte pas contre l'effet de serre en achetant des voitures électriques, on ne lutte pas contre la pollution de nos déchets en faisant un tri dont on sait qu'il ne sera pas effectif et que pour le non alimentaire il finit dans des pays en voie de développement, qui sont toujours les mêmes pays sous-développés...
Pour les anarchistes ni armées, ni frontières, ni états ! à quoi servirait de vivre dans un monde écologique, mais toujours aussi autoritaire. Pourquoi pas une armée bio, avec des missiles qui explosent en fleurs, des bombes écolos, des financiers militants et soucieux de l'environnement.... A force de démagogie, on en est presque là, l'armée se rend indispensable dans toutes les catastrophes et les financiers se refont une virginité avec l'environnement. Mais on n'a jamais autant consommé d'énergies fossiles...
30 000 personnes meurent encore de faim chaque jour, alors que nous gâchons 242 000 tonnes de nourriture par jour rien qu'en Europe. La même chose est vraie à travers le monde pour le logement, le travail, les maladies, l'accès à une vie décente.
Les européens et l'occident en général ont aujourd'hui par le truchement des intérêts individuels tendance à ne voir le problème que dans

leur propre pays ou à leur porte. Mais même si les frontières ont été érigées par les états pour nous asservir, nous vivons tous sur la même planète.
Au sens organisationnel, il faut savoir que les actions internationales sur l'environnement ne sont pas mondiales. Toutes les grandes fortunes investissent dans la recherche spatiale et les télescopes de plus en plus puissants pour chercher une autre planète habitable pendant que nombre de migrants climatiques aimeraient juste ravoir la terre ferme sous leurs pieds.
Aujourd'hui pour nos dirigeants il y a une crise environnementale incontournable, une crise de plus qui leur permet encore de justifier un peu plus d'austérité alors que jamais durant l'histoire humaine les caisses des capitalistes n'ont été aussi remplies. Alors les scientifiques les plus sérieux s'accordent à dire qu'il faut une prise de conscience mondiale sur le changement de l'environnement (nous l'avons toujours dit), qu'il faut revoir le principe de liberté en repensant le collectif.
Les états et leurs gouvernements ne seront jamais en manque de vaseline et les contradictions se multiplient : le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) dans son dernier rapport nous dit que la température a déjà augmentée d'1,20° depuis le début du 19e siècle et qu'il ne faut pas dépasser les 2°, l'AEE (agence européenne pour l'environnement) et la FEM (fonds pour l'environnement mondial) ont le même discours, pendant que les quatre principaux acteurs, l'Europe, la Russie, les Etats Unis et la Chine relancent de plus belle les énergies fossiles et toutes les matières premières toxiques jusqu'à ce qu'on nous parle très sérieusement de 6e extinction…dans environ 100 ou 150 ans. Si l'inutilité tuait nous serions tous déjà morts. Beaucoup se diront « à quoi bon », on ne sera plus là et d'autres préfèrent ne plus faire d'enfants.
Bref, outre l'exploitation à outrance de la définition d'environnement, c'est bien la société entière qu'il faut repenser, savoir que se culpabiliser en se croyant responsable ne sert à rien, car se qui est sûr, comme nous l'avons toujours dit, c'est que c'est l'état et toute la structure capitaliste qu'il faut anéantir.
Les raisons de lutter sont nombreuses et sans doute de plus en plus, tout aujourd'hui dans nos connaissances nous prouvent que tous les écosystèmes sont intimement liés avec celui de l'humain. Le fait est que l'environnement et le respect du vivant sont bien une lutte primordiale, n'en déplaise aux lobbyistes du « green-washing » (lutter contre la chasse c'est aussi lutter contre les armes et leur banalisation, le fascisme et ses loisirs, la connerie humaine et la destruction du vivant). Ce sont aujourd'hui les chasseurs qui aiment et protègent la nature, ils sont sans doute une énergie verte eux aussi.
Nous ne sommes que les boucs émissaires d'un système qui nous mange sur le dos, les enfants des cités vivent dans des cages à lapins bétonnées par ce grand génie de LE CORBUSIER encensé par toute une génération de promoteurs qui construisent aussi les prisons dans lesquelles ces banlieusards finiront leur éducation. La boucle est bouclée, bonjour l'environnement.
C'est un sujet brulant (sans jeu de mots) que de comprendre que l'environnement est le fondement indispensable de nombre de luttes à venir. Beaucoup de militants s'y sont investis, Amazonie, Secours des migrants climatiques, Notre Dame des Landes et tant d'autres, ont déjà fait de nombreuses victimes et je leur rends ici hommage. À la croisée des chemins, le mouvement écologiste s'interroge sur ses pratiques et renoue avec des gestes plus offensifs, comme le sabotage (un moyen de lutte qui n'appartenait historiquement qu'aux anarchistes) une façon de s'opposer frontalement au désastre qui vient. Lutter contre le capitalisme, ses crises et ses réformes avec un chasse mouches et même une plume ne sert plus à rien.
Quand la vraie éthique anarchiste, la morale autre que bourgeoise et religieuse (qui fabrique de bons esclaves) pourra-t-elle s'épanouir pour réussir à changer cet environnement ? POUJET n'a cessé d'en parler pour changer l'environnement syndical, plus largement bien sûr celui du travail et de la production de nos sociétés. Il faudrait donc justement nous réapproprier nos vies et oui les amis, barbouillage, sabotage et action directe ! il n'y aura pas d'autre manière de faire si nous voulons fabriquer un monde où l'environnement qui sait s'autogérer depuis la nuit des temps prendra tout son sens face à un écosystème qui n'attend qu'une seule chose, qu'on lui foute la paix.

Fred – Groupe Puich Antich Perpignan

UN COUP D'ŒIL DANS LE RÉTRO

En cette année 2022, celles et ceux qui apportent encore [et toujours] crédit à l'Histoire en général, et à celle du Mouvement ouvrier en particulier, se souviennent qu'il y a un siècle et demi, se tenait à Saint-Imier -une petite commune suisse,[1] un **congrès international** dont il est possible de nos jours de lui attribuer l'acte de naissance de l'**anarchisme organisé**. Pourtant, ce congrès qui se déroula les 15 et 16 septembre 1872 et qui faisait suite au Cinquième congrès de l'Internationale à la Haye[2] , le congrès de Saint-Imier a le plus souvent été qualifié de **congrès anti autoritaire**.

EN 1864 NAISSAIT L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Quelques dates congrès et conférences de la Première Internationale

1864 Conférence de Londres, adoption du Préambule.
1866 Premier congrès – Genève : Adoption des statuts
1867 Congrès de la Ligue pour la paix et la liberté
1867 Deuxième congrès – Lausanne.
1868 Troisième congrès – Bruxelles
1869 Quatrième congrès – Bâle (adhésion de Bakounine)
1870 *Pas de congrès en raison de la guerre entre la France et la Prusse.*
1871 *Pas de congrès en raison de la répression qui a suivi la Commune de Paris; conférence à Londres.*
1872 Cinquième congrès – La Haye, 2-8 septembre, exclusions de Bakounine et Guillaume
1872 Congrès antiautoritaire – Saint-Imier, 15-16 septembre
1873 Sixième congrès-antiautoritaire – Genève
1873 Congrès dit « centraliste » – Genève
1876 Congrès branche « centralise » – Philadelphie
1877 Congrès antiautoritaire – Verviers
1881 Congrès « anarchiste » – Assimilé à une réunion de l'Internationale
1922 Commémoration de Saint-Imier – Cinquantenaire (15 septembre)
1922 Congrès anarcho-syndicaliste – Berlin en décembre refonte de l'A.I.T.

Les archives de la Fédération jurassienne sont principalement conservées à Amsterdam (Institut international d'histoire sociale), en partie aussi à Neuchâtel (Fonds James Guillaume, Archives de l'État de Neuchâtel).

1. Située dans le canton de Berne et le Jura *bernois*...

2. 2 au 7 septembre 1872

3. L'Association internationale des travailleurs (AIT) est le nom officiel de la Première Internationale, fondée le 28 septembre 1864 à Londres au Saint-Martin's Hall.

Bakounine va adhérer à l'Internationale en juin 1868, trois mois avant de quitter, avec ses amis, la Ligue de la Paix et de la Liberté. Dans le même temps il fonde l'Alliance Internationale de la Démocratie Socialiste. Cette dernière transforme alors ses propres sections en sections de l'Internationale.
Cette adhésion collective à l'Internationale se fait avec l'aval du Conseil Général, dans lequel Marx tient une place prépondérante.
Afin de pallier la disparition de l'Alliance comme organisation internationale, Bakounine met en place une Alliance secrète, qui reconduit et radicalise les principes fondateurs des précédentes sociétés qu'il avait initiées.
En 1869, Bakounine est à la fois membre de l'Alliance, de l'Internationale elle-même et d'une Alliance secrète.
C'est à cette époque qu'il écrit à Herzen, le 28 octobre 1869, et lui annonce que la lutte avec Marx interviendra «*sur une question de principe*» et non pour des raisons personnelles[1]...

LA COMMUNE DE PARIS

Ce fut une insurrection populaire spontanée qui rassemblait toutes les tendances politiques socialistes et républicaines : des Jacobins, des radicaux partisans de l'autonomie municipale et d'une république démocratique et sociale, des blanquiste, mais aussi des internationalistes , des proudhoniens comme *Gustave* ***Courbet*** , *Charles* ***Longuet***, *Auguste, Jean-Marie* ***Vermore*** et des **anarchistes** dont, entre autres, *Louise* ***Michel***, *Nathalie* ***Lemel***, *Elie* et *Elisée* ***Reclus***, *Eugène* ***Varlin***, *Gustave* ***Lefrançais***, *Jean-Louis* ***Pindy***, *Charles* ***Ledroit***, *François-Charles* ***Ostyn***, *Jules* ***Montels***...
Cette révolte patriotique et révolutionnaire contre le Second Empire, fait suite à la défaite de la guerre franco-prussienne de 1870 et à la capitulation de Paris. Elle va durer un peu plus de deux mois, du 18 mars 1871 jusqu'à la ***Semaine sanglante*** du 21 au 28 mai 1871.
Il est évident que parmi les nombreuses causes qui donnèrent naissance à la Commune nous pouvons avec raison citer son esprit d'autonomie et de fédéralisme...
Le Gouvernement parisien ne proclama-t-il pas la ***Commune libre***? N'appela-t-il pas à ***l'abolition de l'État*** et à son remplacement par une Fédération libre des communes «**anarchiques**?».
Des idées qui faisaient écho aux propositions de **Proudhon** depuis 1848 et à l'action de **Bakounine**, ce dernier s'employait à les défendre en les diffusant au cours de sa participation à la Commune de Lyon puis à elle de Marseille.
Par ses réalisations, la Commune mit en pratique des idées libertaires : suppression de l'armée permanente; suppression de la conscription; activation du mandat impératif pour la prise de décisions; révocabilité des élus; gestion sous la forme du coopérativisme; Union libre; Egalité absolue des droits entre hommes et femmes...
À la Commune de Paris allaient se joindre les Communes de Saint-Étienne, de Limoges, de Narbonne, de Marseille, de Toulouse.
Esquisses fugaces de la négation de l'Etat, elles furent rapidement écrasées au cours d'une sanglante répression.
Rapidement rétabli dans sa sévère plénitude, avec un esprit certain de vengeance, **l'État fera à Paris vingt mille victimes et s'employa à décapiter l'ensemble du mouvement ouvrier**!
• **Bakounine** vit dans cette révolte spontanée à laquelle il participa[2] une commune libre cherchant à promouvoir le fédéralisme et prônant des rapports contractuels « la première manifestation éclatante et pratique » de l'anarchisme.
Les anarchistes, tirèrent des enseignements utiles à l'analyse de l'échec de la Commune. Ils considérèrent que celle-ci paya chèrement son attitude timorée, chose qui l'empêcha d'aller plus loin dans la décentralisation. Elle ne mena pas à son terme le nécessaire processus de destruction de l'État en son sein...
Par ailleurs, elle n'a pas ajouté au volet des révolutions politiques et économiques qu'elle a menées, le volet de la Révolution sociale.
• **Koprotkine** a écrit dans le même sens. Pour lui les communards ont tenté en premier lieu de consolider la Commune, en remettant à plus tard la révolution sociale.
Pour lui «*l'unique moyen de procéder* à sa consolidation était de *s'atteler* à mener la révolution sociale».

1. Bakounine *Michel, Le* Socialisme libertaire, Paris, Denoël, 1973, p. 216.

2. A Lyon d'abord, puis ensuite à Marseille

LE CONGRÈS DE BÂLE
Du 5 au 12 septembre 1869

Quelques éléments méritent d'être rapportés ici, dans le but d'aborder la suite, munie d'un minimum d'informations.
Le congrès de l'Internationale à Bâle, le 4e du nom, va entériner la participation du délégué Mikhaïl **Bakounine** à l'A.I.T.

Celui-ci a fondé auparavant, à Genève, l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. La dite organisation a présenté sa demande d'adhésion à l'Internationale, en décembre 1868.
• Les séances officielles du IVe congrès de l'Internationale eurent lieu au "Café national" de la ville.

COMPTE-RENDU DU IVe CONGRÈS
tenu à Bâle, en septembre 1869

6 SEPTEMBRE - PREMIÈRE SÉANCE PUBLIQUE

La séance est ouverte à 10H par le citoyen **Bruhin**, président de la section de Bâle.
La commission chargée la veille de recevoir et vérifier les mandats des délégués afin de faciliter au Congrès la vérification des pouvoirs, présente le résultats de ses opérations et propose la validation des soixante-et-une délégations présentées.
Hins présente quelques observations à propos de l'acceptation du citoyen **Mollin**, délégué d'un groupe de prolétaires positivistes de Paris, il demande que le congrès détermine les conditions dans lesquelles les délégués doivent prendre part aux travaux du congrès, soit qu'ils représentent des **sections de l'Internationale**, ou **des corporations** qui sont régulièrement affiliées, ou des sociétés ouvrières non corporatives; et formule ainsi la proposition :

« ***1°*** *N'auront le droit de discuter et de voter que les délégués des sociétés directement affiliées à l'Internationale ou des sociétés ouvrières qui ont manifesté le désir de s'affilier, mais que les lois de leur pays empêchent de le faire.* ***2°*** *les délégués de sociétés qui ne seront pas pas dans ces conditions n'auront que le droit de discussion et non celui de vote; et cela seulement aux assemblées publiques.*
Après une discussion dans laquelle la question des personnes est complètement écartée, l'assemblée manifeste le désir qu'il soit pris ***une résolution définitive*** *sur ce sujet, afin qu'à l'avenir on n'ait plus à rediscuter constamment cette même question.* »
La proposition de Hins est renvoyée à la commission des mandats que l'on charge d'étudier cette question et de présenter des conclusions à l'assemblée administrative du lendemain
[...]
Parmi les résolutions administratives votées au congrès de Bâle, propositions qui figurent pages **172** et **173** du présent document, à **l'alinéa VIII** figure la décision suivante :

« *À l'avenir, ne seront plus admis à siéger et à voter dans le congrès, que les délégués des sociétés, sections ou groupes affiliés à l'internationale et qui sont en règle avec le Conseil général, pour le paiement de leurs cotisations. Toutefois, pour les pays ou l'Association internationale rencontre des difficultés pour s'établir à cause des lois, les délégués des sociétés ouvrière corporatives seront admis à discuter les questions de principes, mais ne pourront discuter et voter les questions administratives* »
[...]
Le dimanche 12 septembre, le congrès fût clôturé par un banquet, où des internationaux de tous les pays (sans oublier la Russie, bien qu'elle ne fût pas représentée au congrès par des délégués spéciaux) portèrent des toasts : à ***l'affranchissement des travailleurs***, à ***la Liberté***, à ***la révolution sociale***, à ***l'Association*** etc...

Après avoir manigancé contre le mutuellisme proudhonien, Marx allait s'attaquer maintenant à un autre «rival» : Bakounine. Ce dernier allait proposer à l'AIT une nouvelle manière d'envisager la lutte sociale et révolutionnaire par la mise en pratique de ***l'anarchisme collectiviste***...

EN 1872, UN PAMPHLET PLEIN DE BASSESSES : *LES PRÉTENDUES SCISSIONS DANS L'INTERNATIONALE*

Au **début du mois** de juin 1872, paraissait un libelle grossier[1] dans une « circulaire privée » du Conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT)... Il **était** intitulé « *les prétendues scissions dans l'internationale* **».**

Michel **Bakounine**, de Locarno où il résidait, **écrira à ce propos,** le 12 juin 1872, une lettre qui exprimait le sentiment de très nombreuses et nombreux camarades face aux manœuvres crapuleuses et malsaines des «autoritaires » **avec à leur tête Karl Marx :**

« *L'épée de Damoclès dont on nous a menacés si longtemps vient enfin de tomber sur nos têtes. Ce n'est proprement pas une épée, mais l'arme habituelle de M. Marx, u tas d'ordures* ».

Dans sa conclusion, Bakounine écrivait « Rien ne prouve mieux la domination désastreuse de M. Marx dans le Conseil général que la présente circulaire. Parcourez les noms des quarante-sept signataires, et vous en trouverez à peine sept ou huit qui ont pu se prononcer dans cette affaire avec quelque connaissance de cause. Tous les autres, instruments complaisants et aveugles de la colère et de la politique marxienne; ont contresigné une condamnation infamante contre nous, qu'ils n'ont jamais vus ni entendus, et qu'ils ont jugés et exécutés sans même avoir daigné nous adresser une question!

C'est donc ainsi que dans le Conseil général de Londres on entend la ***justice****, la Vérité, la Morale qui, d'après les considérants de nos statuts généraux, doivent servir de bases à tous les rapports tant collectifs qu'individuels dans l'association internationale des travailleurs? A! Monsieur Marx, il est plus facile de les placer à la tête d'un programme que de les pratiquer.* »[2]

1. Le texte d'une quarantaine de page (daté du 5 mars 1872 à Londres)

2. Guillaume James, *L'Internationale 1864-1878, Tome 2°*, Paris, 1907, Société Nouvelle de Librairie et d'Edition, p. 296

MAIS QUE PENSER DE NOS JOURS DE PAREILLES PRATIQUES ?

En fait, ces pratiques se sont avérées -et s'avèrent- odieuses et contestables pour quiconque, doté d'un minimum d'éthique...

Dans la mesure où de telles dérives **émanaient** d'hommes[3] considérés par beaucoup **à cette époque** -et cela est encore les cas de nos jours- comme **« intègres et providentiels »**, nous sommes en droit de penser que cela confine à une pensée religieuse... Celles et ceux pour qui, de tels personnages restent des ″intouchables″ malgré les enseignements de l'histoire revêtent les habits de la foi et de la croyance aveugle. En bon fidèles [et adeptes] de la religion **«communiste autoritaire» elles et ils se refusent à toute critique du dogme.**

Ce culte des «idoles» s'est nourri d'un sectarisme de bon aloi. Au point que la quinzaine de décennies qui nous séparent des faits que nous réprouvons n'a en rien servi de mise en éveil, voir en alerte à ces croyant-e-s de la Religion d'Etat...

Des actes qui appelaient la réprobation et le rejet de la part de toutes celles et tous ceux pour qui la Révolution et la Lutte des classes avaient un sens, sous sa frange marxisantes[4], n'ont eu pour conséquence que des attaques en règle contre le mouvement libertaire, anarchiste et anarchosyndicaliste.

Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, Elles et ils passèrent leur temps à discréditer nos idées, nos propositions et nos actions.

Tout cela s'est déroulé en employant le dénigrement constant de l'id**ée** anarchiste, en y ajoutant la mise à l'index de militant-e-s sincères, voire en y pratiquant leur éradication et y compris en ayant recours aux assassinats...

Il en sera ainsi des éliminations pratiqu**ées par les appareils se revendiquant du** ″marxisme″, contre toutes les tentatives **révolutionnaire**s et libertaires qui remirent en cause son «leader ship »[5]...

3. Marx, Engels, Liebknecht et al liste des poursuivant est longue

4. Goulag, assassinats de militants-e-s, purges staliniennes... purges chinoises, purges Cambodgiennes...

5. Kronstadt, Ukraine Makhnoviste, Opposition syndicale russe, Révolution libertaire espagnole de 1936-1939

L'A.I.T. LE RETOUR

OU LES ENJEUX ET LES CONSÉQUENCES DU CONGRÈS DE LA HAYE

Les manœuvres de Marx et Engels auxquelles il a été fait allusion dans la première partie du dossier, ne se limit**èrent pas** à salir leurs **«adversaires» -à savoir toutes celles et tous ceux qui ne pens**aient pas comme eux...
Elles eurent pour but d'**isoler le courant antiautoritaire**, **fédéraliste**, **autonomiste** et **libertaire**, au besoin en le décapitant via les exclusions de ses représentants les plus en vue... Des manœuvres qui trouv**è**rent un terrain favorable, au cours du V[e] Congrès de l'A.I.T., à La Haye, au début du mois de septembre 1872...

LE «BOURRAGE DES URNES» ENTRE AUTRES

De telles pratiques petites bourgeoises, **éminemment autoritaire**s et politiciennes, vont trouver là leur point d'orgue, dans le but de se donner une majorité -autoritaire- frelatée, à force de faux mandats, de fausses représentations et d'adoubement de «marionnettes fidèles» entièrement acquises aux manigances marxiennes...
C'est ce qui ressort des informations et sources communiquées par James **Guillaume** dans son témoignage capital sur l'Internationale. La récapitulation de toutes ces manœuvres crapuleuses trouve son apogée, **à la** page 333 du Tomme II de l'ouvrage[1]. A cette occasion, il liste les délégués qui formèrent la « majorité » marxienne.
« *16 membres du Conseil général : l'un d'eux, Dupont, n'avait pas de mandat autre que sa qualité de membre de ce Conseil; quatre,* ***Le Moussu***, ***Lessner***, ***Mac Donnel*** *et* ***Wrobosky***, *représentaient des sections française, allemande, irlandaise et polonaise constituées à Londres (Mas Donnel avait en outre un mandat de Dublin); deux,* ***Arnaud*** *et* ***Cournet*** *avaient des mandats fantaisistes de Carouge et de Copenhague; trois,* ***Engels***, ***Maltman Barry*** *et* ***Marx*** *avaient pour titre trois mandats américains apportés par* ***Sorge***, *et* ***Marx*** *et* ***Engels*** *avaient en outre des mandats allemands émanant de sections qui n'existaient pas; enfin six,* ***Fränkel***, ***Johannard***, ***Longuet***, ***Ranvier***, ***Serrailler*** *et* ***Vaillant***, *étaient munis de mandats français invisibles (****Vaillant*** *avait en outre un mandat américain et ce mandat de la Chaux-de-Fonds dont il avait renoncé à ce prévaloir... Six délégués, -dont cinq s'abritaient sous des pseudonymes,- qui, ainsi que les six membres du Conseil général nommés en dernier lieu, étaient porteurs de mandats qu'on disait émaner de Sections de France, sans qu'aucun contrôle fût possible :* ***Dumont*** *(Faillet),* ***Lucain*** **(?),** ***Swarm*** *(D'Entraygues),* ***Vicard***, ***Walter*** *(Van Heddeghem),* ***Wilmot*** **(?);**
Neuf délégués venus d'Allemagne et qui, aux termes de la décision du congrès de Bâle[2], n'avaient pas le droit de voter : ***Bernhard Becker***, ***Cuno***, ***Dietzgen***, ***Hepner***, ***Kugelmann*****;** ***Milke***, ***Rittinghausen***, ***Scheu*** *et* ***Schumacher*****; Trois délégués ayant des mandats suisses :** ***J.-Ph. Becker***, ***Duval*** *et* ***Friedländer*** *(ce dernier habitant à Berlin); Deux délégués venus des Etats-Unis :* ***Dereude*** *et* ***Sorge*****; Un Bohème,** ***Heim*****; un Danois, Phil; un Hongrois,** ***Farkas*****; et M.** ***Paul Lafargue****. Total quarante homme... »*
Cette énumération fastidieuse trouve ici toute sa justification dans le but avoué d'éclairer le plus grand nombre sur l'**édifiante réalité des manipulations et turpitudes de la coterie marxienne, manipulations qui n'avaient qu'un**

1. 1GUILLAUME James, *Op. cit.*, Tome 2e p. 324-333

2. A la page 172 du Compte-rendu du IV[e] congrès de l'AIT à Bâle, figure à l'alinéa VIII la décision suivante : « *A l'avenir, ne seront plus admis à siéger et à voter dans le congrès, que les délégués des sociétés, sections ou groupes affiliés à l'internationale et qui sont en règle avec le Conseil général, pour le paiement de leurs cotisations. Toutefois, pour les pays ou l'Association internationale rencontre des difficultés pour s'établir à cause des lois, les délégués des sociétés ouvrière corporatives seront admis à discuter les questions de principes, mais ne pourront discuter et voter les questions administrative...*

seul but : se débarrasser du courant libertaires et des Hommes qui le représentaient, toutes choses qui gênaient l'attitude de propriétaire de l'Internationale, Marx lui-même !!!

Toutes les manœuvres contenues dans ce 5e congrès eurent donc comme point d'orgue les exclusions de «l'Internationale» de Michel **Bakounine** et de James **Guillaume** et la mise au ban d'Adhémar **Sschwizguébel**...

Face à de telles pratiques, en vogue, a priori dans le camp de l'adversaire de classe, la réaction ne se fit pas attendre. L'alternative devenue inévitable fut suivie quelques jours plus tard par la tenue du congrès de Saint-Imier[1].

Une mise au point semble nécessaire dès à présent...

Les conséquences du congrès de La Haye vont se faire sentir immédiatement par un déclin de la fraction marxiste et autoritaire de l'Internationale. Le déménagement du Conseil général de Londres à New York, l'introduction dans les statuts de la pratique politicienne et le pouvoir -arbitraire- attribué au Conseil général vis-à-vis des sections adhérentes à l'Internationale autoritaire, vont contribuer à vider cette dernière du peu de forces qu'elle détenait encore.

A ce titre il est possible de qualifier cette fraction autoritaire d'entité scissionniste...

René **Berthier**, militant et historien de l'anarchisme écrit à ce sujet, dans l'Avant-propos de son ouvrage sur la Première internationale[2]

« *L'A.I.T. : un enjeu politique - L'histoire de l'A.I.T., comme celle de la Commune de Paris, constitue un enjeu politique pour les différents courants d'idées qui y étaient présents, et qui tous ont voulu donner leur interprétation des événements. Malheureusement,* ***le mouvement libertaire lui-même*** a façonné, autour de cette histoire, une mythologie qui n'a pas contribué *à en donner une vision rationnelle. Les militants libertaires d'aujourd'hui ont à l'esprit un certain nombre de schémas et d'idées reçues qui n'ont pu perdurer que parce que les héritiers de Bakounine n'ont pas vraiment examiné les choses avec attention...* »

Berthier, dans le but de faire la lumière à propos de ces «errements», se propose de bousculer un certains nombres d'idées reçues. Ainsi il écrit :

« *Est apparu dans le mouvement libertaire une sorte de «syndrome de la victime» qui a conféré à Marx et à son entourage le rôle de «méchants» alors même que la conséquence de La Haye a été une victoire du courant fédéraliste, concrétisé au congrès de Saint-Imier.* »

Il poursuit « Précisément, l'un des mythes fabriqués autour de l'AIT «*antiautoritaire*» *est que le congrès se Saint-Imier de 1872 fut en quelque sorte l'acte fondateur de «l'anarchisme». C'est totalement faux. Saint-Imier fut la victoire du courant fédéraliste, au sein duquel se trouvaient à l'état embryonnaire ce qui deviendra plus tard le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme d'une part, l'anarchisme proprement dit de l'autre...* »

Si les remarques intéressantes de Berthier méritent que nous nous nous y arrêtions, il n'en demeure pas moins qu'à l'époque la revendication «***antiautoritaire***» couvre par-dessus tout, une volonté affichée de lutter au sein du mouvement ouvrier contre les dérives « autoritaires » de Marx et de sa clique, et de se méfier et même de rejeter tout recours à ***l'étatisme et à ses velléités politiciennes voire électoralistes***...

« *La 1re Internationale, mise à l'index en France, s'éteint à l'étranger, du moins dans sa formulation d'origine.*

En 1872, le congrès de La Haye, par le biais d'une commission d'enquête sur l'Alliance[3]*, demande :*

« 1 - D'exclure le citoyen ***Bakounine*** *de l'A.I.T.*

2 - D'exclure également les citoyens ***Guillaume*** *et* ***Schwitzguebel****, convaincus d'appartenir à la société dite l'Alliance (...) ». Face à ce qu'elle considère comme un abus d'autorité du Conseil Général, la « minorité » fait une déclaration dans laquelle elle se déclare partisane « de l'autonomie et de la fédération des groupes de travailleurs (...) ». Les « minoritaires » avertissent qu'ils établiront entre-eux et avec toutes les branches de l'Internationale des rapports directs et continus. Par ailleurs, ils engagent toutes les fédérations et sections à se préparer d'ici au prochain congrès général, « au triomphe, dans le sein de l'Internationale, comme base de l'organisation du travail, des principes de l'autonomie fédérative*[4]*. « Parmi ces minoritaires, se trouvent les délégués de la fédération d'Espagne, de Belgique, de Hollande, les délégués jurassiens et Sauva,* délégué d'Amérique.

Bakounine et Guillaume sont exclus après votes, alors que le scrutin concernant le citoyen Schwitzguebel conclut au statu quo, et le maintient au sein de l'A.I.T. Ce dernier protestera devant l'iniquité des différents jugements.

Le président Sorge prononcera à la suite des votes la clôture du congrès, entérinant ainsi une « scission dans l'Internationale ».

1. Les 15 et 16 septembre 1872

2. BERTHIER René, *La fin de la Première Internationale*, Paris, 2015, Editions du Monde Libertaire

3. L'Alliance de la Démocratie Socialiste, organisation créée par Michel Bakounine en septembre 1868

4. GUILLAUME James, Op. cit., p. 348-349

APRÈS LA HAYE

À SAINT-IMIER

Un congrès est convoqué à la hâte, après la scission advenue quelques jours auparavant au cinquième congrès de l'Association internationale des travailleurs à La Haye.
Plusieurs des participants reviennent de La Haye, où avec Belges et Hollandais ils ont défendu la «déclaration de la minorité» en faveur de l'autonomie et du fédéralisme. Ils sont passés par Amsterdam et Bruxelles, où ils furent chaleureusement accueillis par les sections ouvrières de ces villes. Puis par Zurich où ils tinrent une réunion avec Bakounine, la section slave de la ville et plusieurs Italiens.
Ceux-ci avaient constitué une fédération de l'Internationale, un mois plus tôt, qui avait déclaré immédiatement rompre *« toute solidarité avec le Conseil général de Londres, affirmant d'autant plus sa solidarité économique avec tous les travailleurs »* et proposant la tenue d'un *« congrès général anti-autoritaire »* en Suisse.
La fédération jurassienne, l'année précédente lors de son congrès à Sonvilier[1], avait déclaré que *« la société future ne doit être rien d'autre que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée»*
Or, la majorité du congrès de La Haye ayant expulsé James Guillaume et mis à l'écart Adhémar Schwitzguébel, il ne lui resta plus qu'à aller de l'avant...

Max Nettlau (1865-1944), militant anarchiste autrichien et historien de l'anarchisme, distingue à ce moment trois tendances, mieux, trois nuances parmi les antiautoritaires :
« • ***Cafiero*** *et ses camarades voulaient avant tout l'affirmation, la propagande et la réalisation des* ***idées anarchistes*** *par l'action révolutionnaire et ne se souciaient guère de ceux qui professaient des idées moins avancées.*
• *James* ***Guillaume*** et les Jurassiens voulaient la solidarité de toutes les fédérations de l'Internationale dans la lutte contre le capital et le patronat et l'autonomie de chacune dans le choix des idées et de la tactique à suivre.
• [Pour...] *Bakounine, la propagande et l'action dans le sens des* ***idées anarchistes*** *étaient chères avant tout, mais il se rallia à la tactique de ne pas s'isoler du reste, ou plutôt du grand nombre, des ouvriers, pourvu que la liberté de chacun soit respectée.* »[2]
Nettlau ajoute que *« des discussions de Zurich et du Congrès international de Saint-Imier résultèrent en réalité deux organisations internationales, l'une publique, entre fédérations de l'Internationale, qui avait pour base la solidarité économique et l'autonomie en fait d'idées et de tactique; l'autre secrète entre les fédérations* ***nettement anti-autoritaires ou anarchistes****, ou, plus exactement, entre celles de ces fédérations qui étaient déjà en relations privées avec Bakounine et ses camarades ».*

La teneur des résolutions votées à Saint-Imier que nous avons vues auparavant, outre la fait qu'elles nous renseignent sur la nature ce l'Internationale qui s'y est réunie -**antiautoritaire**, **antiétatique**, **antipolitique** et **libertaire**- mais aussi sur sa capacité à être « la véritable Internationale ». Les sections [et ou pays] qui participent sont très largement représentatives du mouvement ouvrier organisé. D'autres qui ne se trouvaient pas à Saint-Imier ne tarderont pas à les rejoindre...

Un an plus tard, en 1873 à Genève, le congrès « fédéraliste » sera le véritable congrès ouvrier....

1. NETTLAU Max, : «Les Origines de l'Internationale anti-autoritaire», in Le Réveil anarchiste, Genève, l6 septembre 1922

2. In les archives de la Fédération jurassienne... Elles sont principalement conservées à Amsterdam (Institut international d'histoire sociale), en partie aussi à Neufchâtel (Fonds James Guillaume, Archives de l'Etat de Neufchâtel).

Les Belges, les Hollandais, voire quelques Anglais se joignirent au noyau initial… Ce fut l'occasion d'y entendre les relations des conflits qui se menaient dans ces pays et les succès qui les couronnèrent pour certains… L'idée de la «grève universelle» fut avancée…
Cinq années durant, les sections de métier et les fédérations vont échanger des informations, se soutenir mutuellement, aborder sans hargne ni souci d'hégémonie les questions de l'organisation future de la société…
Le Bulletin de la Fédération jurassienne, rédigé par des ouvriers (horlogers souvent), publié à 600 exemplaires dans le village improbable de Sonvilier, va diffuser des correspondances d'Europe et des Amériques. La moitié des exemplaires est envoyée à l'étranger. Des centaines de lettres[1] témoignent de la permanence de son activité.

LA NAISSANCE DE L'ANARCHISME

L'idée d'un mouvement anarchiste avait pris corps au sein de l'Internationale, relayant ainsi la réalité de l'avancée de ces idées au sein des mouvements ouvriers d'Italie, d'Espagne, de Suisse. Le mot circulait tant parmi ses partisans que ses adversaires, l'utopie faisait partie des objectifs de plusieurs groupes.

• Dès septembre 1871, la Fédération régionale espagnole de l'Internationale déclarait que
« La vraie république démocratique fédérale est la propriété collective, ***l'anarchie*** *et la fédération économique, c'est-à-dire la fédération libre et universelle des libres associations d'ouvriers agricoles et industriels »*[2]

• Au printemps 1873, les Italiens affirmeront que *« **L'anarchie**, pour nous, est le seul moyen pour que la Révolution sociale soit un fait, pour que la liquidation sociale soit complète,* […] *pour que les passions et besoins naturels, reprenant leur état de liberté, accomplissent la réorganisation de l'humanité sur les bases de la justice »*[3]

• En revanche, Benoît Malon a pu affirmer «l'impossibilité du programme anarchiste» et pendant le même temps il déclarait que
«… Le socialisme n'est pas seulement la justice économique et la transformation sociale, il est aussi la régénération mentale, la rénovation intégrale de l'humanité progressive, entrant dans un cycle nouveau de civilisation supérieure »[4]

• Guillaume[5] lui-même ne se revendiquait pas de l'anarchisme, malgré le fait qu'il se déclara partisan du syndicalisme révolutionnaire, à son origine…

1. In Les archives de la Fédération jurassienne… Elles sont sont principalement conservées à Amsterdam (Institut international d'histoire sociale), en partie aussi à Neuchâtel (Fonds James Guillaume, Archives de l'État de Neuchâtel).].

2. LEONARD Mathieu, *L'Émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale,* Paris, La fabrique, 2011, p. 293.

3. Bulletin de la Fédération jurassienne, 1er avril 1873.

4. MALON Benoît, *Le Parti ouvrier en France,* Paris, 1890, t. I, p. 448-449

5. https://maitron.fr/spip.php?article81290 - notice GUILLAUME James [Dictionnaire des anarchistes] par Jean Maitron. Notice complétée par Marianne Enckell, version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 18 juillet 2021.
James Guillaume février 1844 - novembre 1916. Un des fondateurs de la Fédération jurassienne de l'AIT, puis partisan du syndicalisme révolutionnaire.
Il fonda en 1866, avec Constant Meuron, la section locale de l'Internationale dont il devient l'un des principaux dirigeants dans le Jura. Il se détacha bien vite du parti radical et trouva, avec l'arrivée de Bakounine dans la région, les bases théoriques qui lui faisaient défaut. En raison de ses activités politiques, En 1871, il contribua grandement à la création de la Fédération jurassienne à Sonvilier, ce qui entraîna son exclusion de l'Internationale au congrès de La Haye (1872), en compagnie de Bakounine (…)
Avec ses amis jurassiens, il organisa alors en septembre 1872 à Saint-Imier la réunion de toutes les sections et fédérations opposées au Conseil général, qui constituèrent l'Internationale fédéraliste (anti-autoritaire).
Au congrès « anti-autoritaire » de Genève, en septembre 1873, il proposa comme moyen d'action la grève générale, « la seule grève réellement efficace pour réaliser l'émancipation complète du travail ».
En 1876 il publia les *Idées sur l'organisation sociale* (…)
Durant plus de vingt ans, il abandonna (…) toute activité politique, se consacrant, aux côtés de Ferdinand Buisson, qu'il avait connu à Neuchâtel, aux questions pédagogiques et au développement de l'école laïque. (…)
La mort de sa fille en 1897 puis de sa femme en 1901 l'atteignirent dans sa santé psychique, et il dut faire des séjours en clinique. Mais c'est à cette époque aussi qu'il fit la connaissance de Max Nettlau, auquel il fournit des informations pour la biographie de Bakounine. Il publia avec Nettlau les *Œuvres* de Bakounine en six volumes (Paris, Stock) puis se consacra à la rédaction de *L'Internationale, documents et souvenirs, 1864-1878* (Paris, 1905-1910), qui constitue aujourd'hui encore une source indispensable et inégalée d'informations sur cette période.
Il sympathisait activement avec le mouvement syndicaliste révolutionnaire de la CGT, dans lequel il voyait l'héritier de la Première Internationale.
Collaborateur actif de la *Vie ouvrière* de Pierre Monatte, il renoua avec d'anciens compagnons de l'Internationale (…)
En 1914, comme beaucoup de syndicalistes, de socialistes et d'anarchistes, il se prononça en faveur de «l'Union sacrée». (Malade) Guillaume se retira en Suisse. Il mourut le 20 novembre 1916 (…)

• En février 1876, dans un texte publié à Genève, François Dumartheray annonce la parution prochaine d'une *« brochure ayant trait au **communisme anarchiste** »*.
Ce serait la première apparition de ce terme, dans la mesure où le terme **anarchiste** nous ramène à la définition que Proudhon nous en donnait en 1848…
• Le 3 mars 1877, Élisée Reclus donne à Saint-Imier une conférence sur l'anarchie et l'État : Après avoir balayé «*les folles frayeurs bourgeoises*» devant le mot «anarchie», il va expliquer la signification scientifique de ce mot, et comment il faut s'y attacher.
Après avoir passé en revue les différentes formes de l'État pour aboutir à sa forme «populaire»-, il démontrera comment ce dernier,
« voulant le gouvernement du peuple par le peuple, aboutissait dans ses conséquences logiques, s'il était réellement pratiqué, à l'anarchie […], *cet horizon de liberté que nous voulons pour la société humaine ».*
Amédéo Berto, déclarera «Nous y voilà : ***anarchistes, et fiers de l'être***»[1] .

S'il est vrai que c'est au cours des cinq années qui vont suivre Saint-Imier, [septembre 1872 à l'été 1877] que le mouvement anarchiste va acquérir son identité et une vie propre, ceci n'implique pas pour autant qu'il y ait un quelconque anachronisme à qualifier d'anarchistes des militants ou des actes antérieurs à la fin de la dite période [2]…

Plus prosaïquement il devrait s'agir avant tout de définir ce que le terme ***anti-autoritaire*** ou [antiautoritaire] veut exprimer / expliciter.
Il permet à coup sur de définir un champ d'investigation militant ***d'où l'autoritarisme est banni***!
Il peut alors manquer d'étoffe -de précision dans son contenu- si ceux qui proposent des analyses et des manières d'agir qualifiées d'autoritaires ne se revendiquent pas eux-mêmes comme tels!
Par exemple, la proposition d'***investir le champ politique et électoral*** ainsi que ***la pérennisation d'un Etat***
ne sont pas considérés par Marx et ses successeurs comme étant des éléments autoritaires! Marx précise même que ce qui est discutable, ce qui est à bannir c'est l'idée même d'anarchie[3].
En revanche ceux qui se déclarent «anti-autoritaires» participent de postulats précis, lesquels s'ils n'apparaissent pas directement et nommément, représentent incontestablement des éléments constitutifs de l'***anarchisme*** : **fédéralisme libertaire; anticapitalisme; antiétatisme; anti électoralisme**; **Communisme libertaire**…

LIGNE DE FRACTURE OU QUAND IL FAUT APPELER UN CHAT, UN CHAT !

La ligne de fracture, apparue très rapidement à la fin du XIX[e] siècle **chez les adversaires de l'Internationale née à Saint-Imier**, va susciter débats, désaccords et condamnations…
Le fait de dénoncer l'***anarchisme*** comme une utopie au mieux, des enfantillages au pire ainsi qu'une divagation petite bourgeoise pouvait s'expliquer…
Dans le même temps, chez certains de ceux qui firent Saint-Imier, la volonté avérée était de ne pas vouloir se retrouver enfermés dans une quelconque « chapelle », fût-elle anarchiste!
Des militants ouvriers pour lesquels, le contenu **révolutionnaire** des propositions, des

1. Amedeo BERTOLO, « Venezia e dintorni » in Volontà N°3 -1984

2. Nous pouvons nous référer à quelques exemples : Proudhon en 1848 attribuant « une réalité idéologique et sociale» à l'anarchisme, autrement qu'un unique référencement philosophique, Kropotkine parlant des « anarchistes » dans son ouvrage « *1789-1793 la Grande Révolution* », Bakounine et ses amis, se déclarèrent collectivistes, par opposition au «communisme» de Marx. Ils déclarèrent: « *par opposition au communisme autoritaire, ils désigneraient sous ce nom de «collectivisme»* un communisme non autoritaire, fédéraliste ou anarchiste » in MAITRON Jean, *Le Mouvement anarchiste en France. Tome I. Des origines jusqu'à 1914*, Pari s, Maspero, 1975 - p.15

3. Dans *Les Prétendues scissions dans l'Internationale*, rédigé entre autres par Karl Marx en 1872, le Conseil général dénonce les méthodes des « jurassiens », membres de l'Alliance démocratique sociale :
« Tous les socialistes entendent par anarchie *ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'État qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives. L'Alliance prend la chose au rebours.*
*Elle proclame l'*Anarchie *dans les rangs prolétaires comme le moyen le plus infaillible de briser la puissante concentration des forces sociales et politiques entre les mains des exploiteurs.*
Sous ce prétexte, elle demande à l'Internationale, *au moment où le vieux monde cherche à l'écraser,* de remplacer son organisation par l'Anarchie.»

revendications et des visées anarchistes ne posaient aucun problème, mais qui ne voulaient pas se couper définitivement/totalement de leurs «adversaires» socialistes politiques de l'époque...

Un siècle et demi plus tard, malgré «la clairvoyance et la perspicacité contenues dans le sein des analyses et pratiques bakouniniennes» et malgré «les incontestables et négatifs résultats et conséquences de la pensée marxienne» confrontée aux événements et faits historiques, l'anarchisme a subi et subit encore de nos jour les assauts répétés et simultanés des forteresses autoritaires – le Libéralisme, le Capitalisme, le Socialisme étatique...
Pendant ce temps, le Communisme étatique et autoritaire s'enfonce encore et toujours plus dans l'aggiornamento contre révolutionnaire après avoir échoué du fait même de sa propre incapacité à changer le monde. Les abandons successifs de ses velléités originelles et son enracinement dans la pratique interclassiste de l'électoralisme et du gouvernementalisme plaident en sa défaveur quant à ses résultats catastrophiques!

Pour la pensée Bakouninienne de l'époque et pour celles et ceux qui s'y réfère de nos jours « ***toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autre résultat que la consolidation de l'ordre des choses existant, ce qui paralyserait l'action révolutionnaire socialiste du prolétariat.*** »

CLAP DE FIN ?

L'Association internationale des travailleurs, version autoritaire et centraliste (marxiste) a disparu dès la fin du congrès de La Haye...
Elle tiendra un ultime congrès à Philadelphie, en 1876. Il ne s'agissait que de tenter de donner le change, mais cette réunion fut fantomatique.
Quant à sa branche « libertaire », après une ultime tentative de réunir l'ensemble du mouvement ouvrier à Gand, en 1877, elle allait se lasser de réunir des congrès...
Ces années voient aussi la formation de partis socialistes de toutes nuances ainsi que la création de syndicats « réformistes ». ..
Les anarchistes, de leur côté, vont donner la priorité à leurs activités révolutionnaires, au développement de leur mouvement où beaucoup reste à créer.
Une conférence anarchiste se tiendra à Londres en 1881 avec un but avoué : celui de relancer l'Internationale.

Du 4 au 19 juillet 1881
LE CONGRÈS ANARCHISTE DE LONDRES

Le Congrès socialiste-révolutionnaire de Londres dont l'anarchiste allemand Johann **Most** a été l'une des chevilles ouvrières, réunit quelques-unes des grandes figures communistes libertaires de l'époque...
Le Révolté, très sollicité par les socialistes-démocrates, répondit qu'un Congrès devait être une affaire d'organisations, non de rédacteurs de journaux, ce qui était une invitation déguisée aux divers groupes afin qu'ils prennent position.
Cet événement permet de dénombrer les premiers groupes qui adhèrent déjà, à l'anarchisme.
Il est la répétition générale des thèmes qui seront présentés dans la presse communiste libertaire pendant les trois décennies qui suivront.
Par la présence de plusieurs dizaines de déléguées - 56 fédérations et 46 sections- venant d'horizons et pays différents, ce congrès fournit l'occasion d'une prise de conscience internationaliste...
Des délégué-e-s de langue allemande, anglaise ou française vinrent des Etats-Unis (New-York, Boston, communauté des Icariens)... Tous insistaient vivement sur l'indépendance des organisations nationales, en opposition aux conceptions centralistes des marxistes.
D'autres venaient d'Angleterre, d'Espagne, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, d'Italie, d'Egypte, de Belgrade, des Tchèques de Slovénie, la Confederación de los trabajadores mexicanos;
Les délégué-e-s français-es vinrent de Paris et de la région parisienne; d'Amiens; de Troyes; de Reims; de l'Yonne; Lyon; Vienne; Saint-Etienne; de Montchanin-les-mines; Marseille; Cette; Bédarieux; Béziers; Narbonne; Toulouse; de Perpignan (Hayart et «*groupe des prolétaires communistes-anarchistes*» de Perpignan (13 signatures) et de Rivesaltes : Moulines Père et fils]
Ces délégués représentaient, selon Max Nettlau[1], quelque 60 000 personnes. Leurs mandats, recueillis par Brocher, se trouvent dans ses archives à Amsterdam...
Il est à noter la présence de militant-e-s très connu-e-s : *Pierre* ***Kropotkine***, *Georges* ***Herzig***, *Elisée* ***Reclus***, *Errico* ***Malatesta***, *Saverio* ***Merlino***, *Gustave* ***Brochet***, *Victorine* ***Rouchy***, *Louise* ***Michel***, *lazard* ***Goldenberg***, *S.* ***Figueras***, *Charles* ***Robin***, *Louis* ***Buisson***, *Pierre* ***Martin***...

1. NETTLAU Max, *Histoire de l'anarchie*, Paris, 1927,
Ce livre est une sorte de résumé de l'évolution des idées anarchistes dans le temps et de leurs différents visages à travers le monde. En 18 chapitres, l'auteur évoque la naissance des plus anciennes manifestations de l'anarchie liée, pour lui, aux aspirations des peuples à la liberté : «*Une histoire de l'idée anarchiste est inséparable de l'histoire de toutes les évolutions progressives et des aspirations à la liberté*» est la phrase d'ouverture du livre.

Le but premier du congrès, j'insiste la dessus, visait à la reconstitution de l'AIT. Les délégué-e-s présent-e-s, vont finir par créditer le principe de ***la propagande par le fait***, l'illégalité étant, selon eux, «*la seule voie menant à la Révolution*».

Si, le Le texte que reproduit ***Le Révolté***, en date du 23 juillet 1881, inaugure pour *Jean* ***Maitron*** «*l'ère des attentats anarchistes en France*», il faudra pourtant attendre une dizaine d'années, avant que le bruit de la dynamite vienne troubler le silence hexagonal.

Troisième Année. — N° 11 — 23 JUILLET 1881

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE — Organe socialiste — POUR L'EXTERIEUR

Paraissant tous les 15 jours

Administration du *Révolté* : rue du Nord, 15, GENÈVE

« Le Congrès International de Londres

« (...) L'Association Internationale des Travailleurs est le terrain commun, sur lequel s'est établie cette entente, et désormais la grande association qui, il y a dix ans faisait trembler la bourgeoisie, va prendre une vie nouvelle.

Tous ceux qui, réellement, sans réticences, veulent la révolution sociale et qui comprennent que **la révolution ne se prépare que par des moyens révolutionnaires** (...)

Assez de patauger dans la boue parlementaire! Assez de chercher des chemins tortueux pour arriver à notre but! Assez de supplier là où l'ouvrier doit prendre ce qui lui appartient de droit. Assez de se prosterner devant les idoles du passé!

Il est temps, il est bien temps, de marcher franchement à la révolution, au renversement complet des institutions abjectes de la société actuelle (...)

Pour ces raisons :

(...) *Les représentants des socialistes-révolutionnaires des deux mondes, réunis à Londres le 14 juillet 1881,* **tous partisans de la destruction intégrale, par la force, des institutions actuelles**, *politiques et économiques, ont accepté cette déclaration de principes* (...)

• Considérant

Que **l'heure est venue, de passer de la période d'affirmation à la période d'action, et de joindre à la propagande verbale et écrite, dont l'inefficacité est démontrée, la propagande par le fait et l'action insurrectionnelle,**

Ils proposent aux groupes adhérents les résolutions suivantes :

L'Association Internationale des Travailleurs se déclare **l'adversaire de la politique parlementaire**.

Quiconque adopte et défend les principes de l'Association pourra en être reçu membre.

Chaque groupe adhérent aura le droit de correspondre directement avec tous les autres groupes et fédérations qui pourront lui donner leurs adresses (...)

Le Congrès émet le vœu que les organisations adhérentes à l'Association Internationale des Travailleurs veuillent bien tenir compte des propositions suivantes :

Il est de stricte nécessité de faire *tous* **les efforts possibles pour propager par des actes, l'idée révolutionnaire et l'esprit de révolte** *dans cette grande fraction de la masse populaire qui ne prend pas encore une part active au mouvement, et se fait des illusions sur la moralité et l'efficacité des moyens légaux.*

En sortant du terrain légal, sur lequel on est généralement resté jusqu'aujourd'hui, pour porter notre action sur le terrain de l'illégalité qui est la seule voie menant à la révolution, – il est nécessaire d'avoir recours à des moyens qui soient en conformité avec ce but.

(...) A ces deux résolutions principales, nous devons joindre encore, pour compléter de caractériser l'œuvre de Congrès, la résolution suivante, après quoi nous allons donner un compte-rendu, aussi détaillé que possible, des séances du Congrès. Voici cette résolution :

« *Le Congrès, ne se reconnaissant pas d'autre droit que celui d'indiquer les lignes générales de ce qui lui parait être la meilleure organisation socialiste révolutionnaire,*

S'en rapporte à l'initiative des groupes pour les organisations secrètes et autres qui leur sembleraient utiles au triomphe de la Révolution Sociale. »

Essayer de ***rétablir une vraie Internationale sur cette base*** *:*

• *Solidarité dans la lutte économique contre le capitalisme;*

• *Solidarité dans la lutte contre l'autorité, l'État;*

• *Solidarité dans le rejet absolu de la guerre et des oppressions nationalistes;*

• *Autonomie complète sur le terrain des idées et de la tactique, ce qui implique la non-intervention dans les affaires des autres et le rejet de tout monopole et de toute dictature.* »

Les anarchistes n'ont que peu de groupes. *Jean **Grave***, ouvrier cordonnier, et ***Jeallot***, ouvrier papetier, ont constitué un petit groupement qui tient ses assises rue Mouffetard et compte quelques compagnons des Ve et XIIIe arrondissements. Emile Gautier, Baillet, Ulrich, ont formé le « *Cercle du Panthéon* ».
L'anarchisme a déjà recruté quelques adhérents à Lyon, à Bordeaux, au Havre, à Perpignan, à Cette, au Creusot, à Fontaine (Isère), à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), à Vaux (Yonne), si nous en croyons des correspondances publiées par ***Le Révolté*** du 26 novembre 1881.

AU MOMENT DE CONCLURE

Quel sens y a-t-il aujourd'hui à se rappeler de tout cela?

En premier lieu nous pouvons déclarer qu'en l'absence du congrès de Saint-Imier en septembre 1872 :
• Il n'y aurait pas eu la ***rencontre anarchiste internationale de Londres***, 9 années plus tard...
• Les ouvriers américains n'auraient pas choisi la voie anarchiste, «celle qui a mis en horreur» tous les gouvernements, celle que la clique étasunienne aux affaires abhorrait par-dessus tout, au point qu'elle conduisit à la mort par pendaison cinq de nos compagnons[1], les martyrs de Chicago...
• ***Le syndicalisme français n'aurait pas pris la voierévolutionnaire*** qui l'a caractérisé entre 1895 et 1921 et qui permit à la classe ouvrière hexagonale qu'il organisait, de s'affranchir de toutes les entraves autoritaires : Etat; politique politicienne; capitalisme etc...
• En Russie, entre 1910 et 1920, ***l'anarchosyndicalisme n'aurait pas rythmé la lutte ouvrière***.
Makhno n'aurait pas fait vivre, un temps, ***une révolution libertaire***, révolution qui sera éradiquée par une conjoncture d'intérêts entre les armées des Russes «Blancs» contre-révolutionnaires et celle des Russes «Rouges» autoritaires menés par Lev Davidovitch Bronstein[2]...
• ***La CNT espagnole*** n'aurait pas exprimé, en décembre 1919, au Congrès de *la Comedia*, son point de vue de la façon suivante :
« *Premièrement* : *la CNT d'Espagne se déclare le ferme défenseur des principes de la Première Internationale soutenus par Bakounine.*
Deuxièmement : Déclare qu'elle adhère *provisoirement à l'Internationale communiste à cause de son caractère révolutionnaire, en attendant que la CNT d'Espagne organise et convoque le Congrès ouvrier universel qui discutera et fixera les principes selon lesquels devra être gouvernée la véritable Internationale des travailleurs.»*[3]
• Les Syndicalistes révolutionnaires n'auraient pas organisé, du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923, un ***Congrès internationale à*** Berlin....
A ce congrès étaient représentées les organisations syndicales révolutionnaires de l'**Argentine**, du **Chili**, du **Danemark**, de l'**Allemagne**, de la **France** (Comité de défense syndicaliste), de la **Hollande**, de l'**Italie**, du **Mexique**, de la **Norvège**, du **Portugal**, de la **Russie** (la minorité), de la **Suède**, de l'**Espagne**, de la **Tchécoslovaquie** (la minorité).
L'organisation issue de ce congrès prit le nom d'***Association Internationale des Travailleurs***. Ainsi ressuscita l'A. I. T., ceci non seulement de nom, mais aussi dans son essence.
Le Congrès International des Syndicalistes Révolutionnaires, déclara sienne la déclaration de principes élaborés par la Conférence préalable des Syndicalistes Révolutionnaires qui s'était tenue en Juin, 1922...
Dans son 5° alinéa
« *Le syndicalisme révolutionnaire rejette toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organismes législatifs. Le suffrage le plus libre ne peut faire disparaître les contradictions flagrantes existant au sein de la société actuelle; le système parlementaire n'a qu'un seul but, celui de prêter un*

1. Le 3 mai 1886, une manifestation se déroule à Chicago. L'intervention des forces de « l'ordre » fait 3 morts parmi les grévistes de la société McCormick Harvester. En protestation, une marche est organisée le 4 mai. Elle se termine par un meeting à *Haymarket Square*. Au cours du meeting de clôture, deux orateurs anarchistes, *Albert* Parsons et *August* Spies, prennent la parole pour défendre la revendication de la journée de huit heures. Au moment de la dispersion, alors qu'il ne reste plus que 200 manifestants face à autant de policiers, une bombe lancée par un provocateur [diligenté par le patronat] explose devant les forces de l'ordre occasionne la mort d'une quinzaine de policiers. Huit militants anarchistes furent arrêtés : *Auguste* Spies, *Samuel* Fielden, *Oscar* Neebe, *Michel* Schwab, *Louis* Lingg, *Adolphe* Fischer, *Georges* Engel et *Albert* Parsons. Les huit accusés seront condamnés à être pendus. Une mesure de grâce interviendra pour Schwab, Fielden et Neebe.

2. Dit Trotski. Celui-ci s'illustra lors de l'attaque criminelle contre la forteresse de de Kronstadt. Il allait mater, en mars 1921, La révolte des marins de Kronstadt véritable soulèvement prolétarien contre le pouvoir bolchevick...

3. PEIRATS José, *La CNT en la revolución española*, vol. I, Paris, 1971, p. 29.

simulacre de droit légal au règne du mensonge et de l'injustice sociale; amener les esclaves à apposer le sceau de la Loi à leur propre esclavage. »

Dans son 6° alinéa

« *Le syndicalisme révolutionnaire rejette toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement fixées et ne voit dans le nationalisme que la religion de l'État moderne, derrière laquelle se cachent les intérêts matériels des classes possédantes. Il ne reconnaît que des différences d'ordre régional et exige pour tout groupement le droit de sa propre détermination en accord solidaire avec toutes les autres associations d'ordre économique, régional ou national.* »

• ***La CNT espagnole*** n'aurait pas été la force qu'elle a été, revendiquant près de 15 000 adhérent-e-s en 1915 et **un million** en 1919.

En mai 1936, au moment de son congrès de Saragosse, la CNT est la plus importante confédération syndicale avec 1 557 000 adhérent-e-s. Elle revendiquera près de **2 millions** d'adhérent-e-s consécutivement au rôle qu'elle va tenir en juillet 1936, rôle qui la conduisit à faire échouer la tentative putschiste de Franco en Catalogne et dans certaines autres régions ibériques...

COMMÉMORATION

Déjà, en 2012, nous avions été convié-e-s à nous rendre à Saint-Imier afin de nous souvenir que 140 années auparavant des camarades, proposaient aux prolétaires des tous les pays, une voie à la fois révolutionnaire et libertaire qui devait, à terme, favoriser l'édification d'un « Monde nouveau » débarrassé des entraves du *Capitalisme*, de l'aliénation et de la contraintes *Etatiques* et des diverses strates de la *Domination*...

Nous avions bien conscience, que les rendez-vous manqués entre l'anarchisme et les luttes à caractère libertaire et social ont balisé l'histoire prolétarienne...

Mais nous avions conscience que ces rendez-vous manqués ont été, le plus souvent, la conséquence d'une politique «socialiste» **sectaire**, **autoritaire** et manifestement **plus encline à défendre le statu quo social** «**démocrate**» et l'**Etat**, une politique anti révolutionnaire et anti anarchiste...

Depuis maintenant des lustres, Moscou ne peut plus se considérer comme la Mecque du Communisme.

L'héritage du marxisme nous a conduits avec une poigne de fer, d'une URSS mortifère aux massacres perpétrés par les Khmers rouges et aux exactions maoïstes, des goulags aux camps de rééducation, d'un emploi social-démocrate de la pratique parlementaire à une immersion totale dans l'électoralisme démocratique...

Malgré cela, la cécité idéologique et éthique n'a pas empêché les divers partis communistes et l'ensemble des thuriféraires du marxisme de porter aux nues ce génial « *philosophe, historien, sociologue, économiste, journaliste, théoricien de la révolution, socialiste* »**...**

Pour ne rien oublier Marx resterait le VRP de la conception matérialiste de l'histoire.

Enfin il serait toujours considéré comme un fin analyste « des rouages du capitalisme » et de « la lutte des classes »...

...N'en jetez plus! Prière de se renseigner sur les définitions des termes «louange» « panégyrique»...

Surtout ne pas éviter un autre terme, plus populaire celui-là : « ***cirage de pompes*** ».

Si nous n'oublions pas, nous ne sommes pas pour autant des adeptes du style «Commémoration et chrysanthèmes»!

Le rappel de faits qui se déroulèrent il y a un siècle et demi a pour but de revendiquer le contenus des idées des camarades de l'époque, idées qui avaient cerné avec humanité, acuité et science les nécessaires actions à mener pour changer de paradigme : ne plus être spectateurs de nos vies pour devenir acteurs -directement- de notre destin.

Comme l'a écrit Marianne ENCKELL, c'est « *aussi pour contribuer à donner de la mémoire à un courant anarchiste jeune et effervescent* »[1]

À cela nous pouvons ajouter que la saga électoraliste, d'avant-hier, d'hier et d'aujourd'hui a accouché de rêves, d'illusions et lendemains à la gueule de bois! Et, toujours le même système... et toujours pas l'ombre de lutte des classes...

Alors les souvenirs de Saint-Imier, de Bakounine, de l'anarchisme militant sont de véritables marqueurs de la jeunesse de ces idées comparés aux reniements du courant autoritaire...

E. Sarboni - G. Puig Antich, Perpignan

1. Enckell Marianne, *La Fédération jurassienne*, paris, 1991, Canevas éditeur – in préface p. 5

BIBLIOGRAPHIE

DE QUOI SE DOCUMENTER

SUR L'INTERNATIONALE ET LA PÉRIODE

• **BAKOUNINE** Michel, *La Liberté : choix de textes*, Paris, 1965, Jean-Jacques Pauvert Editeur

• **BERTHIER** René, *La fin de la Première Internationale*, Paris, 2015, Les Editions du Monde Libertaire

• **ENCKELL** Marianne, *La fédération jurassienne*, Lausanne, 1971, Editions La Cité/ L'Age d'homme

Edition remaniée, Saint-Imier, 1991, Canevas éditeur

• **GUERIN** Daniel, *Ni Dieu, ni Maître. Anthologie de l'anarchisme* – T.1 *Les pionniers* ..., Paris, 1970, Maspéro

GUERIN Daniel, *Ni Dieu, ni Maître. Anthologie de l'anarchisme* – T.2 *Controverses...*, Paris, 1970, Maspéro

GUERIN Daniel, *Ni Dieu, ni Maître. Anthologie de l'anarchisme* – T.3 *Malatesta...*, Paris, 1970, Maspéro

GUERIN Daniel, *Ni Dieu, ni Maître. Anthologie de l'anarchisme* – T.4 *Makhno* ..., Paris, 1970, Maspéro

• **GUILLAUME** James, *L'Internationale 1864-1878*, T 1, Paris, 1903, Société nouvelle de Librairie et d'Edition (avec un portrait de Constant **Meuron**

GUILLAUME James, *L'Internationale 1864-1878*, T 2, Paris, 1907, Société nouvelle de Librairie et d'Edition (avec un portrait de Michel **Bakounine**

GUILLAUME James, *L'Internationale 1864-1878*, T 1, Paris, 1909, Société nouvelle de Librairie et d'Edition (avec un portrait de Carlo **Cafiero**

GUILLAUME James, *L'Internationale 1864-1878*, T 1, Paris, 1910, Société nouvelle de Librairie et d'Edition (avec un portrait d'Adhémar **Schwitzguebel**

• **MAITRON** jean, *Le mouvement anarchiste en France – T1 des origines à 1914*, Paris, 1975, François Maspéro

SUR LE SYNDICALISME

• **BESNARD** Pierre, Les syndicats ouvriers et la Révolution soc iale, Paris, 1978, Editions Le Monde nouveau

• **BESNARD** Pierre, L'Ethique du syndicalisme, Paris, 1938, Librairie de la CGT-S.R.

• **DUBIEF** Henri (Présenté par...), *Le syndicalisme révolutionnaire*, Paris, 1969, Armand Colin

• **JULLIARD** Jacques, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, 1971, Seuil

•**MERCIER-VEGA** L./**GRIFFUELHES** V., *anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire*, Paris, 1978, Spartacus,

• **SARBONI** Edward, *Une revue entre les deux guerres. Le syndicalisme de «la Révolution prolétarienne. Contribution à l'Histoire du mouvement ouvrier français*, La Bussière, 2016, Acrati

POUR EN FINIR
AVEC LE CAPITALISME ET L'ÉTAT

CONSTRUISONS UNE SOCIÉTÉ LIBERTAIRE ET ÉGALITAIRE

ORGANISATION ANARCHISTE

infosetanalyseslibertaires.org

ORGANISATION ANARCHISTE (OA)

Si la lecture de ce numéro d'*Infos & analyses libertaires* vous a intéressé·e·s, alors n'hésitez pas.

VOUS POUVEZ NOUS CONTACTER PAR MAIL
oa@infosetanalyseslibertaires.org

VOUS POUVEZ NOUS RENCONTRER
En Haute-Garonne : groupe.albert.camus@gmail.com
Dans les Pyrénées-Orientales : contact@groupe-puig-antich.info
Ariège, Aude, Loiret, région parisienne : oa@infosetanalyseslibertaires.org